



Monitoring de l'Autocratisation en Afrique de l'Ouest

—— Rapport 2020 ——

Open Society Initiative for West Africa

OPEN SOCIETY

Initiative for West Africa

Données et assistance technique fournies par
le Projet V-Dem, www.v-dem.net

Les auteurs:

Rachel Sigman
Koffi Amessou Adaba
Olugbemiga Samuel Afolabi
Komi Amewunou
Alassane Beye
Expédit Ologou
Romaric Houdou Samson

Design:

Natasha Sutton

Octobre 2021

Copyright ©2021 par OSIWA. Tous droits réservés

Les opinions exprimées dans ce rapport sont celles des auteurs et ne reflètent pas une position officielle d'OSIWA ou de toute autre institution à laquelle les auteurs sont affiliés.

OSIWA

Rue El Hadj Ibrahima Niasse
MZ83 X MZ 100
B.P. 008 Dakar-Fann, Senegal
+221 33 869 1024
osiwa-dakar@osiwa.org
www.osiwa.org

Crédits photos

Cette page: OSIWA

Page 2: OSIWA (les deux photos)

Couverture arrière: Gábor Basch (à gauche),

Oni Abimbola (au milieu à gauche),

Ndouta Photography (au milieu à droite + à droite)





Table des Matières

Préambule et Principales Conclusions	2
Tendances Régionales	
Une Région en Pleine Mutation Politique	3
Bâtisseurs de Démocratie et d'Autocratie	4
Progrès Démocratiques et Signaux d'Alerte	5
Bénin	6
Burkina Faso	7
Cap-vert	8
Côte d'Ivoire	9
La Gambie	10
Ghana	11
Guinée	12
Guinée-Bissau	13
Libéria	14
Mali	15
Niger	16
Nigéria	17
Sénégal	18
Sierra Leone	19
Togo	20

Preamble

Voici la première édition du Rapport du Monitoring de l'Autocratisation en Afrique de l'Ouest - un rapport annuel sur les progrès et les reculs de la démocratie dans et à travers les quinze pays membres de la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Le rapport est commandité par l'Open Society Initiative for West Africa (OSIWA) et s'appuie largement sur la base de données mondiale la plus utilisée pour le suivi de la démocratie : le projet Varieties of Democracy, communément appelé V-Dem.

Sur la base des données de V-Dem, le rapport donne un aperçu de l'état actuel de la démocratie libérale dans la sous-région et met en exergue les évolutions les plus saillantes aussi bien au niveau des institutions qu'à celui des pratiques démocratiques depuis 2010. La première partie du rapport analyse les tendances dans la sous-région, en mettant l'accent sur les dimensions suivant lesquelles la démocratie a progressé, a stagné ou a reculé ces dernières années. La deuxième partie décrit l'état de la démocratie dans chacun des quinze pays de la CEDEAO, en mettant en évidence les tendances récentes de la démocratisation ou de l'autocratisation dans chaque pays et en faisant une évaluation de base de la démocratie qui permettra de suivre les progrès ou les régressions dans les futurs rapports. Le rapport couvre seulement la situation jusqu'à fin 2020.



PRINCIPALES CONCLUSIONS

- » Le recul démocratique se déroule plus rapidement en Afrique de l'Ouest que dans d'autres régions du monde.
- » De 2010 à 2020, le Burkina Faso, la Gambie, le Niger et la Sierra Leone ont connu la plus forte progression démocratique dans la région.
- » Depuis 2017, le Bénin et le Mali ont connu une détérioration significative de leurs démocraties.
- » La dégradation de la qualité des élections, l'affaiblissement du contrôle parlementaire sur l'exécutif et la détérioration de l'environnement pour la participation des citoyens et de la société civile font parties des menaces majeures qui pèsent sur la démocratie dans la sous-région.



À PROPOS DES DONNÉES V-DEM

V-Dem propose une approche multidimensionnelle et désagrégée de mesure de la démocratie. Il s'appuie sur la contribution de plus de 3 500 universitaires et autres experts nationaux de plus de 180 pays. Sa base de données contient des centaines d'indicateurs de la démocratie pour 202 pays entre 1789 et 2020, avec des mises à jour annuelles publiées chaque année au mois de mars. Le projet fait appel à l'expertise théorique et méthodologique de son équipe mondiale pour produire des données de la manière la plus objective et la plus fiable possible. Les données de V-Dem sont utilisées par de nombreux experts universitaires et organisations internationales, notamment la Banque Mondiale, la Fondation Mo Ibrahim, l'Open Government Partnership, la Commission Européenne et USAID.

Le projet V-Dem identifie cinq composantes principales de la démocratie : électorale, libérale, participative, délibérative et égalitaire. Suivant le [Rapport Annuel sur la Démocratie](#) de V-Dem, le Suivi de l'Autocratisation en Afrique de l'Ouest utilise l'Indice de Démocratie Libérale (IDL) de V-Dem, qui réunit les composantes libérales et électorales de la démocratie, comme indicateur principal de la démocratie globale. Le rapport s'appuie également sur les indices de V-Dem mesurant chacune des cinq composantes de la démocratie, de même que les indicateurs qui constituent chaque composante. Pour tous les indicateurs V-Dem utilisés, les scores plus élevés indiquent les caractéristiques plus démocratiques. Pour plus d'informations sur V-Dem, ou pour télécharger et utiliser gratuitement les données, visitez www.v-dem.net.

TENDANCES RÉGIONALES

Une Région en Mutation Politique

- » L'Afrique de l'Ouest reste la région la plus démocratique en Afrique et fait partie des régions les plus démocratiques de l'hémisphère Sud.
- » Le niveau global de démocratie libérale en Afrique de l'Ouest a régulièrement progressé du début des années 1990 jusqu'au milieu des années 2010. Depuis 2017, les progrès démocratiques en Afrique de l'Ouest sont au point mort.
- » Le recul démocratique se produit plus rapidement en Afrique de l'Ouest que dans de nombreuses autres régions du monde.

L'Afrique de l'Ouest a connu beaucoup d'alternances politiques au cours des trois dernières décennies. Avant les années 1990, la sous-région était essentiellement composée de régimes politiques autoritaires. Au milieu des années 2010, elle s'était transformée en l'une des régions les plus démocratiques de l'hémisphère Sud et était devenue nettement plus démocratique que le reste de l'Afrique subsaharienne (figure 1). En 2020, les pays membres de la CEDEAO ont maintenu le score moyen le plus élevé de l'Indice de Démocratie Libérale (IDL) de V-Dem comparés aux autres Communautés Economiques Régionales d'Afrique (figure 2).

Cependant, certains de ces acquis démocratiques ont commencé à se détériorer. Parmi les 15 pays de la CEDEAO, le score moyen de l'IDL a diminué de 5 % entre 2017 et 2020, passant de 0,45 à 0,40 sur une échelle de 0 (le moins démocratique) à 1 (le plus démocratique)¹. Comme le montre la figure 1, ce recul de la démocratie se produit plus rapidement en Afrique de l'Ouest que dans le reste des régions de l'Afrique subsaharienne ou dans d'autres régions du monde.

En 2020, la majorité des pays de la CEDEAO (9) étaient considérés comme des démocraties électorales, ce qui signifie qu'ils organisent régulièrement des élections qui sont pour la plupart libres, transparentes et pacifiques. Un pays - le Ghana - a été classé dans la catégorie des démocraties libérales en raison de sa meilleure performance en matière de protection des droits et libertés et d'application prévisible de la loi. Les cinq autres pays ont été classés dans la catégorie des Autocraties Electorales. Ces pays organisent des élections et autorisent une certaine compétition politique, mais celle-ci est généralement truquée en faveur du Président sortant². La figure 3 montre comment la carte de la classification des régimes en Afrique de l'Ouest a évolué de 2010, à 2017 et à 2020.

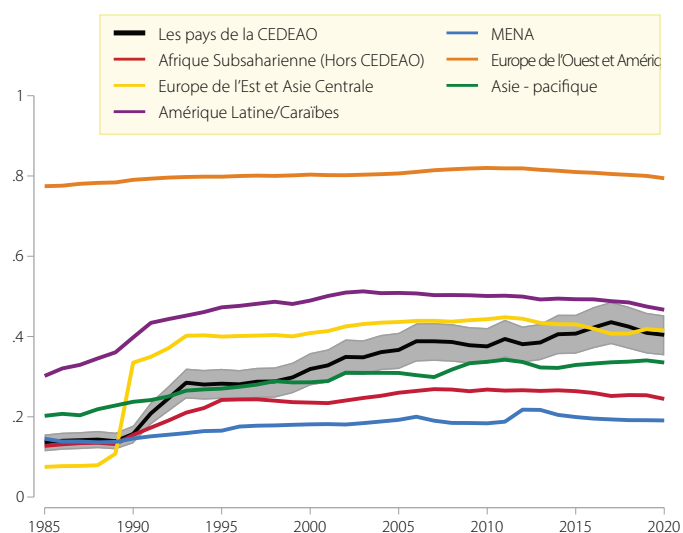


Figure 1 : Indice de Démocratie Libérale (IDL) par région du monde, 1985-2020

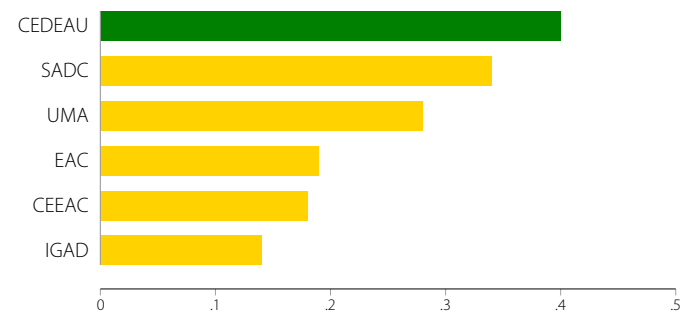


Figure 2 : Score IDL moyen des Communautés Economiques Régionales d'Afrique, 2020

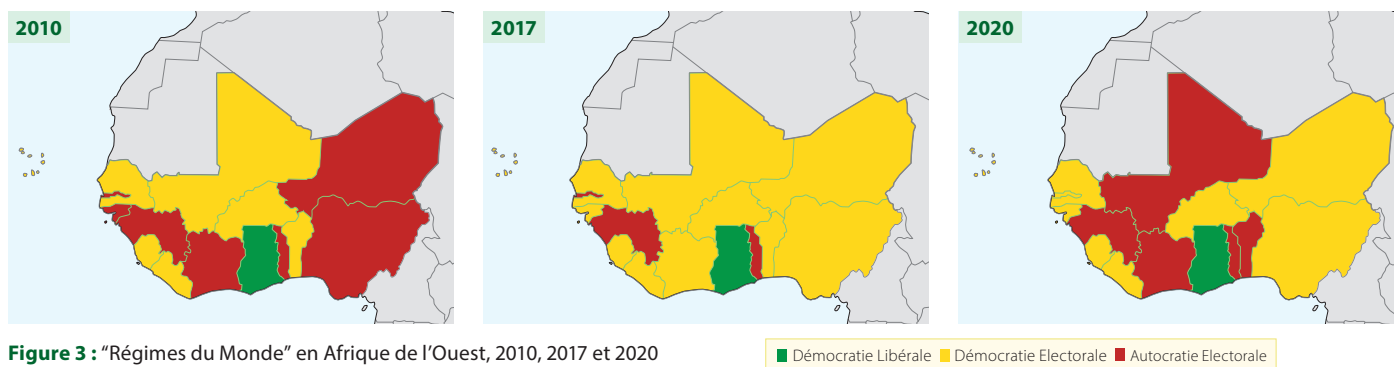


Figure 3 : "Régimes du Monde" en Afrique de l'Ouest, 2010, 2017 et 2020

¹ L'Indice de Démocratie Libérale (IDL) de V-Dem mesure les composantes électorales et libérales de la démocratie. La composante électorale rend compte de la qualité des élections, des droits politiques individuels et des libertés d'expression et d'association. La composante libérale englobe les contraintes sur l'exécutif, les libertés individuelles et l'État de droit.

² Ces classifications de régimes sont basées sur la mesure des Régimes du Monde, figurant dans la base de données de V-Dem.

TENDANCES RÉGIONALES

Etat de la Démocratie: Les Avancées et Les Reculs

- » Quatre pays - le Burkina Faso, la Gambie, le Niger et la Sierra Leone - ont enregistré des *avancées* significatives de l'IDL entre 2010 et 2020.
- » Deux pays - le Bénin et le Mali - ont connu une *baisse* significative de leur score IDL entre 2010 et 2020.

Au cours des dix dernières années, l'évolution de la démocratie en Afrique de l'Ouest est mêlée avec des épisodes de démocratisation et d'autocratisation. En 2014, des manifestations massives de citoyens courageux au Burkina Faso ont forcé le Président Blaise Compaoré, au pouvoir depuis 27 ans, à abandonner sa tentative de modification de la constitution pour se maintenir au pouvoir. Deux ans plus tard, en 2016, les citoyens gambiens ont voté pour le départ du dictateur Yahya Jammeh, en poste depuis 23 ans, et une intervention ultérieure des troupes de la CEDEAO a permis de faire entendre la voix des électeurs. La Sierra Leone est sortie de sa guerre civile de 12 ans avec l'une des tendances démocratiques ascendantes les plus régulières de la sous-région. Depuis 2015, les partis au pouvoir ont essuyé des défaites électorales dans huit pays de la CEDEAO. Dans deux de ces cas, le Président sortant a été battu.

Certains des épisodes récents les plus remarquables d'autocratisation dans le monde ont également eu lieu en Afrique de l'Ouest. Au Bénin, longtemps considéré comme l'une des démocraties les plus prometteuses de la région, de nouvelles lois et des amendements constitutionnels promulgués depuis 2018 ont affaibli l'inclusion et la compétitivité politique dans le pays. Le Président Patrice Talon a montré sa volonté d'utiliser la force légale et coercitive pour réprimer les nombreux politiciens et citoyens qui se sont mobilisés contre ces changements antidémocratiques. Au Mali, la frustration croissante suscitée par l'inefficacité de la réponse du Président Ibrahim Boubacar Keïta aux insurrections, ainsi que sa répression croissante des manifestants, de la société civile et des opposants politiques, ont conduit

à un coup d'État militaire en août 2020. Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de rétablissement du régime civil.

En 2020, des signes inquiétants sont apparus dans d'autres pays également. En Côte d'Ivoire, en Guinée et au Togo, les Présidents ont continué à utiliser leurs pouvoirs pour manipuler les règles constitutionnelles afin de prolonger leur mandat. Au Ghana, le harcèlement des médias s'est intensifié, avec notamment plusieurs attaques violentes contre des journalistes.

Les figures 4 et 5 montrent les avancées (en vert) et les reculs (en rouge) démocratiques de la région au cours de la période 2010-2020. Quatre pays - la Gambie, le Niger, le Burkina Faso et la Sierra Leone - ont connu une amélioration significative de leur score IDL. Au Bénin et au Mali, en revanche, les scores d'IDL ont sensiblement baissé au cours de la même période. Les pays restants, ceux en jaune, ont des scores IDL 2020 très proches de leurs scores de 2010, bien qu'il y ait des signes potentiellement inquiétants de recul au Ghana et au Togo. Dans les 15 pays de la CEDEAO, la variation moyenne de l'IDL au cours de cette période a été de +0,03 (figure 4).

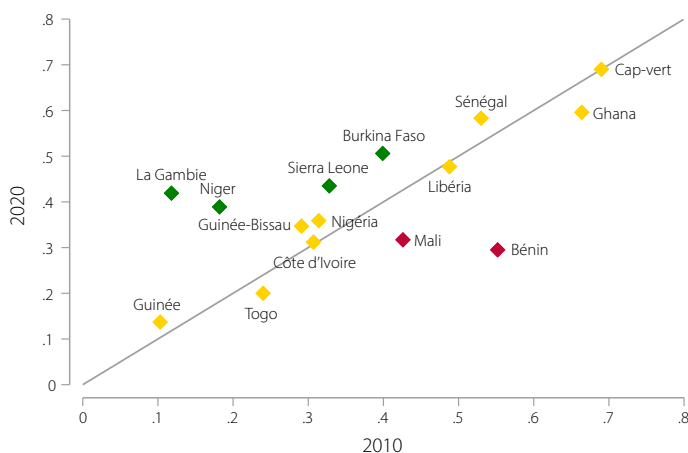


Figure 4 : Évolution de l'Indice de Démocratie Libérale, 2010-2020

Les pays situés au-dessus de la ligne diagonale ont des scores IDL qui ont augmenté entre 2010 et 2020. Les pays situés sous la ligne diagonale ont des scores IDL qui ont baissé entre 2010 et 2020.

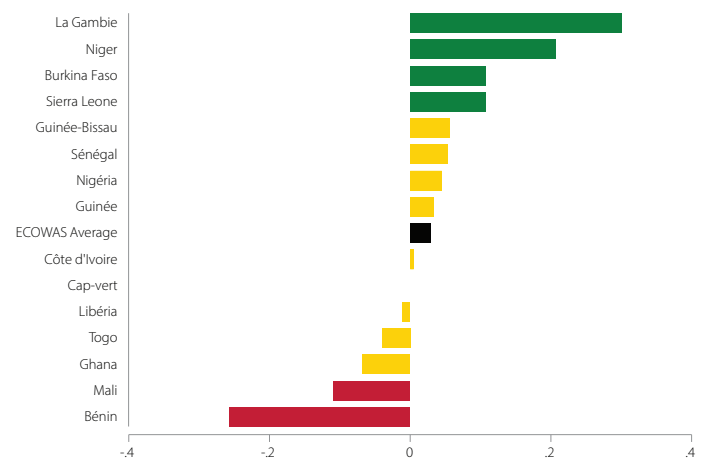


Figure 5 : Bâtisseurs de Démocratie et d'Autocratie

Évolution du score IDL pour chaque pays, 2010-2020. Les barres rouges et vertes représentent des changements supérieurs à 0,1.

TENDANCES RÉGIONALES

Progrès Démocratiques et Signaux D'alerte

- » La qualité des élections s'est améliorée dans toute la région de la CEDEAO depuis 2010, mais les problèmes de violence électorale, d'achat de votes et d'organisation des élections persistent dans de nombreux pays.
- » La sous-région a connu en moyenne une légère amélioration des contraintes judiciaires sur l'exécutif, mais les contraintes législatives sur l'exécutif se sont affaiblies.
- » Les pays de la CEDEAO obtiennent généralement de bons résultats pour les indicateurs de la liberté d'expression et d'association, mais les moyens de participation de la société civile ont diminué depuis 2010.

Quels sont les aspects de la démocratie qui se sont renforcés et ceux qui se sont détériorés ? Les figures 6 et 7 montrent les tendances moyennes dans la région de la CEDEAO pour les cinq composantes de la démocratie selon V-Dem : Électorale, Libérale, Participative, Délibérative, et Égalitaire.

DIMENSIONS SUIVANT LESQUELLES LA DÉMOCRATIE S'EST RENFORCÉE

L'Indice de la Composante Électorale (bleu) a connu l'amélioration la plus spectaculaire depuis le début des années 1990. La sous-région a connu une amélioration considérable dans les domaines des élections transparentes, du suffrage universel direct et de la manière dont les autorités publiques sont élues par le peuple. Ces progrès ont créé un environnement dans lequel les alternances politiques sont devenues de plus en plus fréquentes.

Les tendances moyennes de l'Indice de la Composante Libérale (jaune) montrent également une amélioration, en particulier depuis le début des années 1990 jusqu'en 2017. Les contraintes judiciaires sur l'exécutif restent faibles, mais elles se sont améliorées dans une certaine mesure entre 2010 et 2020.

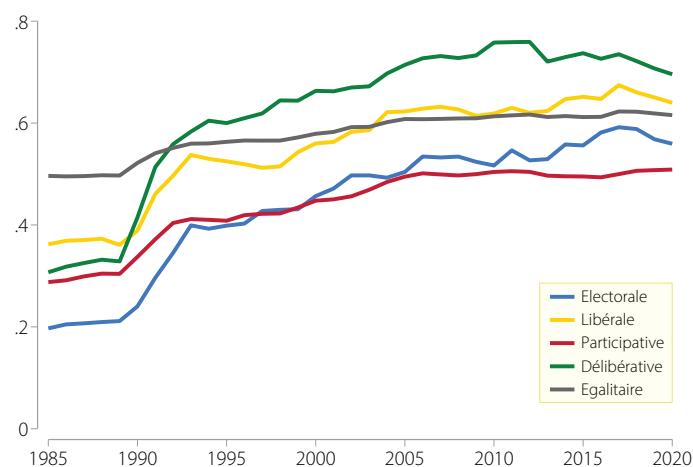


Figure 6 : Tendances Régionales des Composantes de la Démocratie, 1985-2020

DIMENSIONS SUIVANT LESQUELLES LA DÉMOCRATIE S'EST DÉTÉRIORÉE

Les récentes avancées en matière de démocratie électorale sont actuellement menacées. Bien que la plupart des pays obtiennent de bons résultats en matière de liberté d'association, l'environnement de la participation politique et civique s'est détérioré dans la sous-région. Le rétrécissement de l'espace civique et de l'espace d'activité des partis d'opposition a nui à la qualité des élections et a affaibli la capacité des citoyens à interpeller le gouvernement.

La région de la CEDEAO a également connu une baisse de l'Indice de la Composante Libérale depuis 2017, ce qui reflète l'affaiblissement des contraintes législatives sur l'exécutif. L'Indice de la Composante Délibérative, qui mesure la manière dont les processus décisionnels impliquent l'opinion publique et le souci de l'intérêt général, s'est considérablement amélioré de 1990 à 2005 et est resté constamment élevé de 2005 à 2016, mais a ensuite diminué de 2017 à 2020.

Les Indices des Composantes Participative et Égalitaire sont restés constants au cours des dernières décennies³. Les changements intervenus entre 2010 et 2020 indiquent toutefois des signes inquiétants en ce qui concerne la participation des citoyens à la gouvernance démocratique, notamment une détérioration de l'environnement pour la participation de la société civile et un déficit de démocratie au niveau infranational, au niveau des municipalités et surtout des régions(départements).

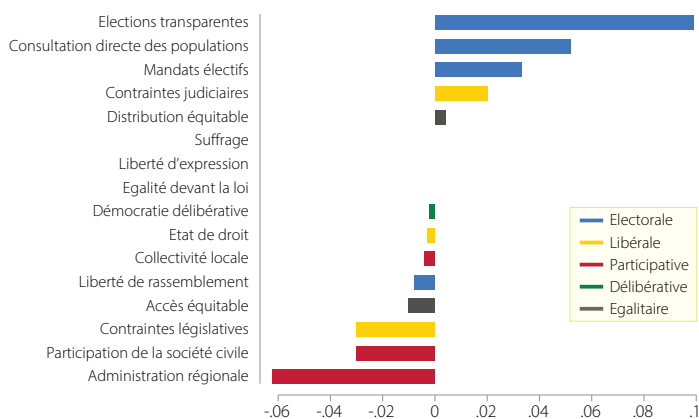


Figure 7 : Variation Moyenne des Indices V-Dem de niveau Intermédiaire, 2010-2020

³ L'Indice de la Composante Participative comprend l'activité de la société civile, les mécanismes de démocratie directe, la participation des citoyens à tous les processus politiques et la représentation dans les gouvernements infranationaux (locaux et régionaux). L'Indice de la Composante Égalitaire mesure si tous les groupes sociaux jouissent des mêmes opportunités à participer à la vie politique, notamment d'une protection égale des droits et libertés, d'une répartition égale des ressources sociales et politiques et d'un accès égal au pouvoir politique.



Bénin

- » Le score IDL du Bénin a diminué plus que dans tout autre pays d'Afrique occidentale, passant de 0,55 en 2010 à 0,29 en 2020. Le Bénin a désormais le troisième score d'IDL le plus faible de la sous-région.
- » L'autocratisation du Bénin a entraîné une baisse rapide des composantes électorales, libérales, délibératives et participatives de la démocratie.
- » L'affaiblissement des contraintes judiciaires et législatives sur l'exécutif a été particulièrement préjudiciable à la démocratie béninoise.

Autrefois célébré pour ses solides antécédents démocratiques, le Bénin a connu une plus grande régression démocratique ces dernières années que tout autre pays de la CEDEAO. L'IDL du Bénin a atteint son pic de 0,6 en 2016-2017, puis a rapidement dégringolé pour tomber à 0,29 en 2020. De fortes baisses sont observées dans toutes les composantes de la démocratie, à l'exception de la composante égalitaire (figure 8).

L'Indice de la Composante Electorale du Bénin a connu une augmentation globale entre 1990 et 2018, période au cours de laquelle le Bénin a organisé six élections présidentielles et parlementaires consécutives qui ont donné lieu à quatre transferts pacifiques du pouvoir exécutif. En 2019, après que le président Patrice Talon ait échoué à deux reprises à faire approuver par l'Assemblée Nationale une série de changements constitutionnels, la Commission Electorale Nationale Autonome (CENA), dont les membres ont tous été nommés par les partis politiques soutenant le Président Patrice Talon, a imposé de nouvelles règles d'inscription sur les listes qui ont effectivement empêché les candidats de l'opposition de se présenter aux élections législatives. Une fois élue, la nouvelle Assemblée Nationale composée seulement de députés pro-Talon a approuvé une nouvelle loi électorale qui donne aux élus un droit de veto sur la possibilité de tout candidat à l'élection présidentielle⁴. Ces réformes ont engendré des règles du jeu très inégales pour les élections présidentielles de 2021. De nombreux électeurs ont boycotté les élections de 2019, qui ont été marquées par des agitations sociales, des violences et l'arrestation d'opposants⁵.

L'Indice de la Composante Libérale a également baissé de manière significative au Bénin. Si le Bénin conserve des scores respectables sur les indicateurs des libertés individuelles (Figure 9), les manipulations institutionnelles du Président Talon ont entraîné un sérieux affaiblissement des contraintes législatives et ju-

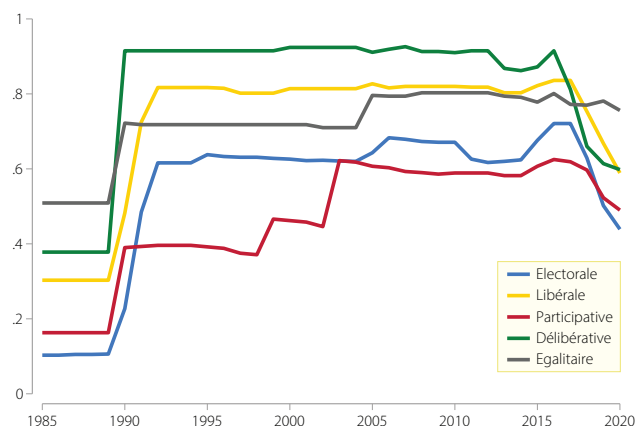
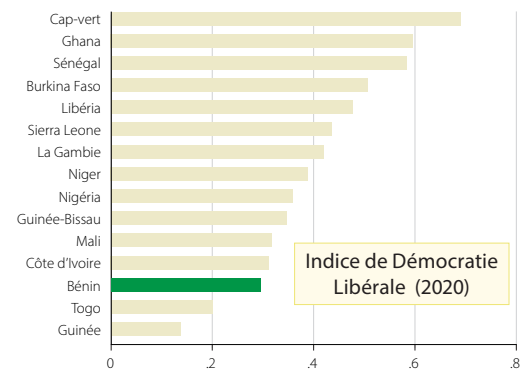


Figure 8 : Tendances des Composantes de la Démocratie au Bénin



diciaires sur l'exécutif. En l'absence de partis d'opposition au Parlement et avec la politisation continue des tribunaux et des organes de contrôle, il reste peu de mécanismes institutionnels susceptibles de limiter de manière significative les actions du Président.

La baisse des Composantes Participative et Délibérative du Bénin (figure 8) est tout aussi préoccupante. Bien que les citoyens, les partis d'opposition et la société civile se soient tous fortement mobilisés pour manifester contre les réformes antidémocratiques du gouvernement, ces manifestations ont parfois donné lieu à une violente répression de la part des forces de sécurité, à l'arrestation et à la détention d'acteurs de l'opposition, à la coupure d'Internet et au harcèlement de journalistes accusés de diffuser ce que le gouvernement considère comme de fausses informations⁶. Bien que les élections locales (communales et municipales) se soient déroulées comme prévu en mai 2020, les personnes affiliées à un parti d'opposition n'ont gagné la majorité que dans 6 communes sur 77. Les messages politiques au Bénin, qui ont longtemps invoqué les identités⁷ ethniques et régionales, sont également devenus moins inclusifs et plus polarisés, car moins de groupes ont une représentation significative dans l'arène politique.

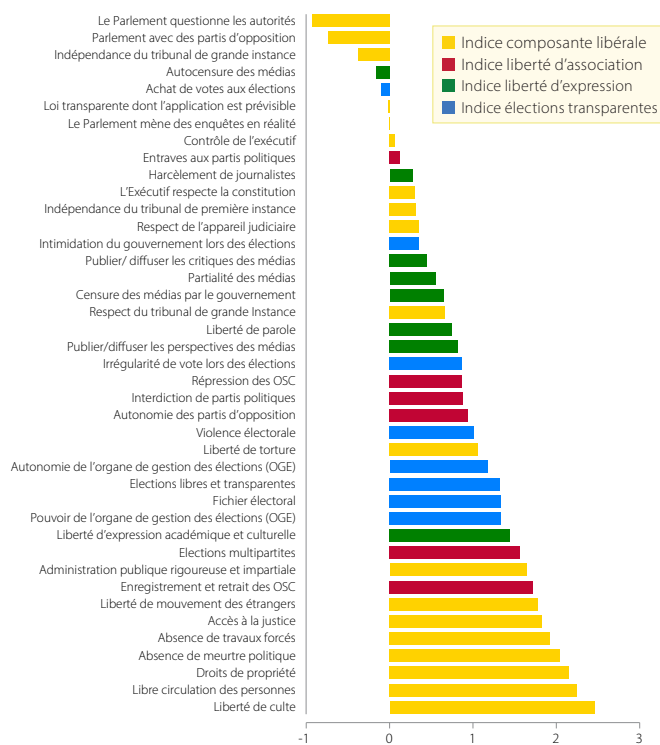


Figure 9 : Scores du Bénin 2020 sur les Indicateurs de la Démocratie Libérale⁸

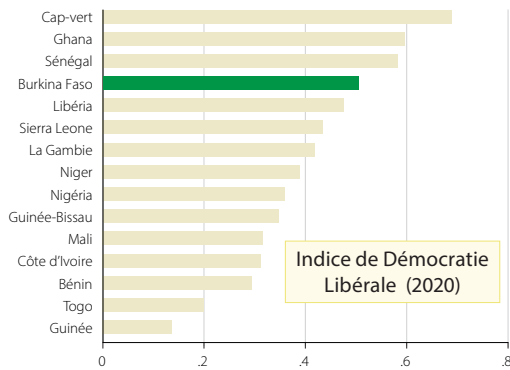
⁴ Mark Duerksen, "The Dismantling of Benin's Democracy", Africa Center for Strategic Studies, 27 avril 2021, <https://africacenter.org/spotlight/dismantling-benin-democracy/>.

⁵ Expédit Ologou (ed.), "Législatives 2019 au Bénin : le piège fatal ?", Cotonou, CiAAF, avril 2019, <https://www.ciaaf.org/note-analyse/legislatives-2019-au-benin-le-piege-fatal/>.

⁶ Mark Duerksen, "The Testing of Benin's Democracy", Africa Center for Strategic Studies, 29 mai 2019, <https://africacenter.org/spotlight/the-testing-of-benin-democracy/>.

⁷ Dominika Koter, "King makers: Local leaders and ethnic politics in Africa", *World Politics* 65.2 (2013): 187-232.

⁸ Les scores plus élevés indiquent toujours les caractéristiques plus démocratiques. OSC = Organisation de la Société Civile, OGE = Organe de Gestion des Elections.



Burkina Faso



- » Le Burkina-Faso est une démocratie électorale avec le 4ème meilleur score d'IDL 2020 parmi les pays de la CEDEAO.
- » Après des améliorations rapides de la démocratie à la suite des événements de 2014-2015, les scores du Burkina Faso pour les Composantes Délibérative, Libérale et Electorale ont baissé de 2017 à 2020.
- » La dégradation du contexte sécuritaire au Burkina Faso a posé des défis à la participation électorale dans certaines régions du pays.
- » Le Burkina Faso obtient de bons résultats pour les indicateurs de la liberté d'expression et d'association, mais ses institutions judiciaires restent faibles.

Le Burkina Faso est une démocratie électorale avec le quatrième meilleur score IDL parmi les pays de la CEDEAO. Son score IDL a rapidement augmenté de 2015 à 2017, soit après une brève période de régime militaire à la suite des manifestations de masse de 2014 qui ont chassé du pouvoir Blaise Compaoré, Président depuis 27 ans⁹. Depuis lors, le score IDL du Burkina Faso a légèrement baissé, passant de 0,58 en 2017 à 0,53 en 2020.

Les récentes régressions de l'environnement démocratique du Burkina Faso sont évidentes tant suivant les Composantes Electorales que Libérales de la Démocratie (Figure 10). Les attaques terroristes contre les populations civiles et les forces de sécurité, de plus en plus meurtrières, ont conduit à l'impossibilité pour de nombreux citoyens des localités touchées par les attaques terroristes de participer aux élections présidentielles de novembre 2020¹⁰. La participation électorale a chuté de près de 10 % par rapport aux élections de 2015. Malgré ces problèmes électoraux, le Burkina Faso obtient des résultats relativement bons en ce qui concerne l'organisation des élections (Figure 11), avec des notes respectables pour l'autonomie et le pouvoir de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) et de faibles niveaux d'intimidation du gouvernement pendant les élections.

Pour la Composante Libérale, les indicateurs suggèrent que les assassinats politiques et le harcèlement des journalistes sont rares au Burkina Faso, et que les lois sont généralement transparentes et appliquées de manière prévisible (Figure 11). Ses résultats restent très faibles en ce qui concerne l'accès à la justice et la plupart des indicateurs de la force des institutions judiciaires. L'Assemblée Nationale du Burkina Faso est le théâtre d'une vive rivalité politique : les élections législatives de 2020 ont vu s'affronter 126 partis, dont 15 ont obtenu des sièges.

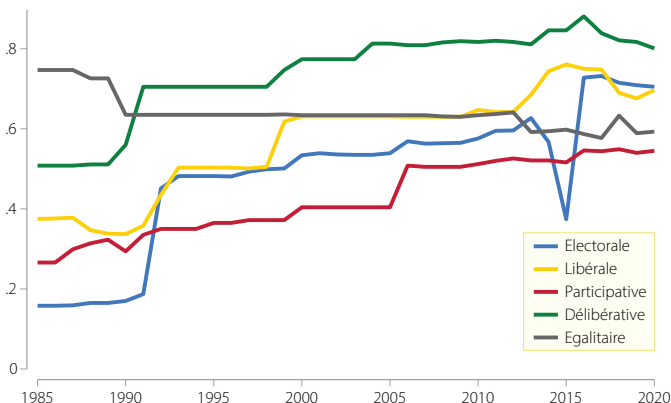


Figure 10 : Tendances des Composantes de la Démocratie au Burkina Faso

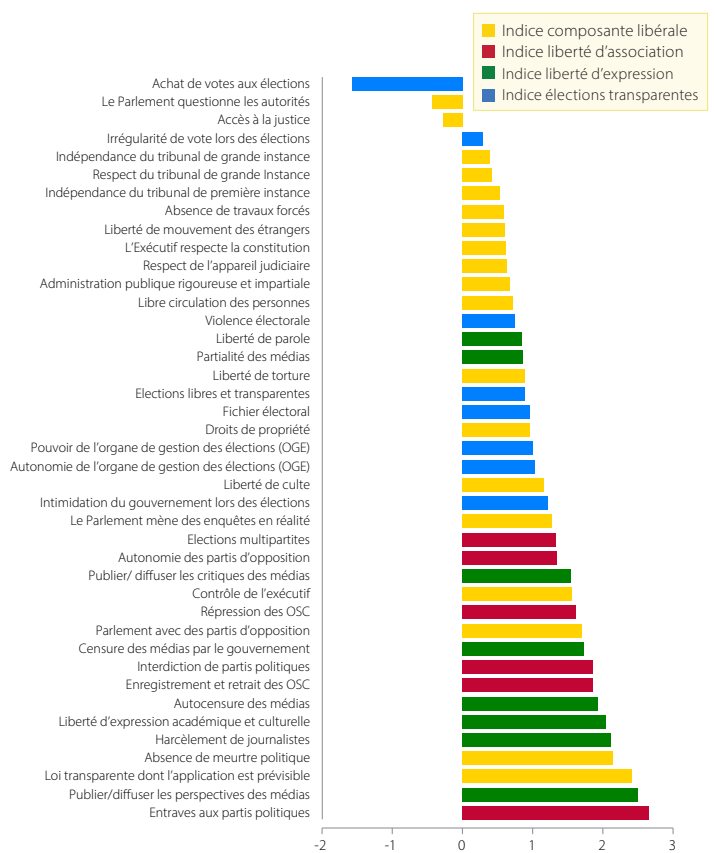


Figure 11 : Scores 2020 du Burkina Faso sur les Indicateurs de la Démocratie Libérale¹¹

⁹ Arsène Brice Bado, "La démocratie au Burkina-Faso aux prises avec les systèmes traditionnels de gouvernance", *Etudes*, no. 4, avril 2015, pp. 19-30.

¹⁰ Cf. Décision n° 2020-011/CC/EPF portant proclamation des résultats définitifs de l'élection du Président du Faso du 22 novembre 2020, https://www.conseil-constitutionnel.gov.bf/fileadmin/user_upload/decision_n_2020-011_cc_epf_portant_proclamation_des_resultats_definitifs_de_l_election_du_president_du_faso.pdf.

¹¹ Les scores plus élevés indiquent toujours les caractéristiques plus démocratiques. OSC = Organisation de la Société Civile, OGE = Organe de Gestion des Elections.



Cap-vert

- » En 2020, le score IDL du Cap-Vert était de 0,69, le plus élevé des pays de la CEDEAO. Le Cap-Vert a constamment maintenu un score IDL élevé depuis le milieu des années 1990.
- » Le Cap-Vert obtient de bons résultats pour la plupart des indicateurs de la démocratie libérale, notamment la liberté d'association pour les partis politiques et les organisations de la société civile.
- » Par rapport à d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, le Cap-Vert a de fortes contraintes judiciaires et législatives sur l'exécutif.
- » Le Cap-Vert est moins bien noté pour les Composantes Electorales et Participatives de la Démocratie, ce qui reflète la persistance de problèmes administratifs et le faible niveau de participation des citoyens aux élections.

Le Cap-Vert est l'un des pays les plus démocratiques d'Afrique de l'Ouest. Depuis 1992, son score IDL est resté supérieur à 0,6 - le plus élevé et le plus constant des pays de la CEDEAO. Le Cap-Vert est réputé pour la tenue d'élections libres qui ont donné lieu à trois alternances entre les deux principaux partis, le Parti Africain de l'Indépendance du Cap-Vert (PAICV) et le Movimento para a Democracia (MPD), ainsi qu'à une protection régulière des principaux droits et libertés. La performance du Cap-Vert sur l'Indice de la Composante Libérale est particulièrement forte et constante pour la région (Figure 12). Contrairement à la plupart des autres pays de la CEDEAO, les institutions judiciaires et législatives exercent des contraintes significatives sur l'exécutif. Le Cap-Vert a également obtenu des résultats supérieurs à la moyenne régionale pour la Composante Délibérative, avec des scores particulièrement élevés pour les indicateurs du souci de l'intérêt général. Ces scores ont toutefois baissé dans une certaine mesure depuis 2012.

Le Cap-Vert est particulièrement performant concernant les indicateurs de la liberté d'association (figure 13). Les partis politiques et les organisations de la société civile jouissent d'une grande liberté d'action dans tout le pays. Les indicateurs de la liberté de la presse au Cap-Vert sont moins bons. Le système judiciaire du Cap-Vert garantit la liberté de la presse, mais certaines contraintes de facto réduisent considérablement l'indépendance des médias publics. Selon les rapports de Reporters Sans Frontières, les responsables des médias publics, notamment ceux qui gèrent les principales chaînes de télévision et de radio, sont nommés directement par le gouvernement. Bien que leur contenu ne soit pas contrôlé, la pratique de l'autocensure est encore très répandue¹².

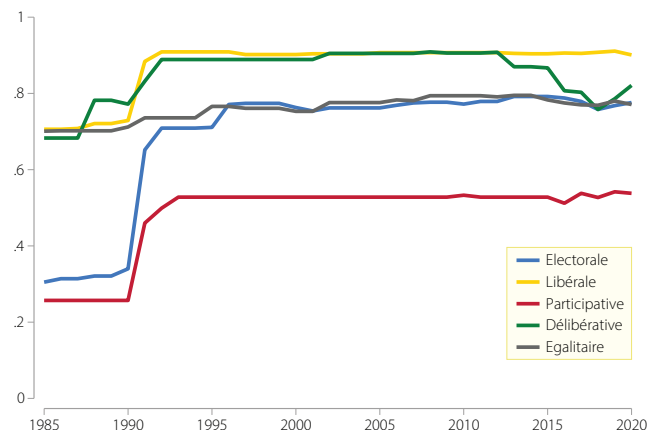


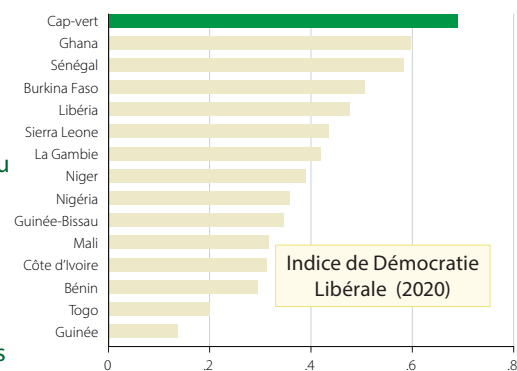
Figure 12 : Tendances des Composantes de la Démocratie au Cap-Vert

¹² "Cap-Vert", Reporters Sans Frontières, <https://rsf.org/fr/cap-vert>.

¹³ Guide électoral de l'IFES : Cabo Verde, <https://www.electionguide.org/countries/id/40/>.

¹⁴ Mission d'observation de l'Union africaine aux élections législatives du 20 mars 2016 en République du Cabo Verde, 21 mars 2016, <https://www.eisa.org/pdf/cap2016au4.pdf>.

¹⁵ Les scores plus élevés indiquent toujours les caractéristiques plus démocratiques. OSC = Organisation de la Société Civile, OGE = Organe de Gestion des Elections.



Malgré les bonnes performances du Cap-Vert sur la plupart des Composantes Libérales de la Démocratie, ses environnements électoraux et participatifs restent parfois difficiles. Lors des élections présidentielles

de 2016, seuls 35 % des électeurs se sont rendus aux urnes¹³. Lors des élections législatives qui se sont tenues la même année, la mission d'observation de l'Union Africaine a formulé des recommandations visant à améliorer l'organisation des élections, notamment en ce qui concerne la transparence de la gestion des urnes. Ils ont noté que ces changements, permettraient d'accroître la confiance des électeurs dans les élections et de renforcer davantage les pouvoirs de la Commission Electorale Nationale (CNE)¹⁴, que la figure 13 identifie comme une faiblesse relative en matière de qualité des élections. En outre, le gouvernement a retardé de trois mois les élections municipales d'août 2020 en raison de la Covid-19. Les scores relativement faibles du Cap-Vert dans la Composante Participative (Figure 12) reflètent le peu de possibilités d'engagement direct des citoyens dans l'élaboration des politiques.

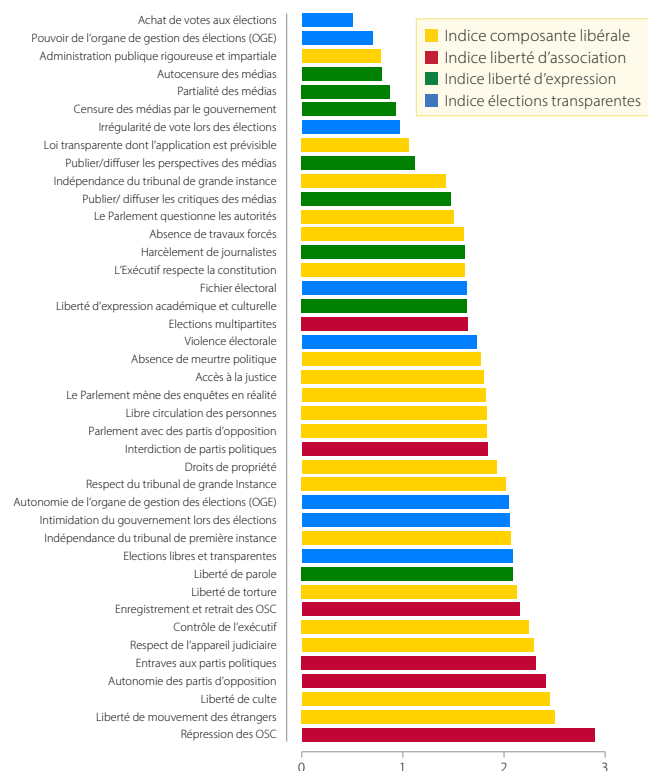
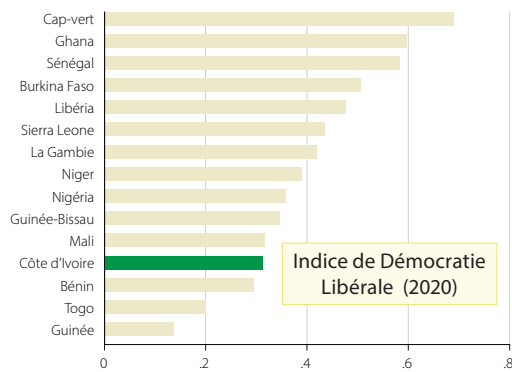


Figure 13 : Scores du Cap-Vert 2020 sur les Indicateurs de la Démocratie Libérale¹⁵



Côte d'Ivoire



- » La Côte d'Ivoire est une autocratie électorale dont le score IDL 2020 est parmi les plus bas des pays de la CEDEAO. Seul le Bénin, le Togo et la Guinée avaient des scores d'IDL inférieurs.
- » Le score d'IDL de la Côte d'Ivoire a légèrement baissé depuis 2016.
- » La violence électorale, les élections dont l'intégrité est problématique et le pouvoir présidentiel incontrôlé constituent les menaces les plus graves pour le progrès de la démocratie en Côte d'Ivoire.

Bien que les Ivoiriens aient un fort désir de démocratie, la Côte d'Ivoire reste l'un des pays les moins démocratiques de la région de la CEDEAO. Son score IDL 2020 de 0,31 le place à proximité des pays autocratiques que sont le Mali et le Bénin et, comme ces pays, son score IDL a diminué au cours des dernières années. Les baisses les plus importantes se sont produites dans les Composantes Libérale et Délibérative (figure 14), accompagnées de baisses significatives mais moins rapides dans les Composantes Electorale et Egalitaire.

La démocratie électorale est particulièrement faible en Côte d'Ivoire. La violence électorale est un problème récurrent lors de chaque élection présidentielle depuis 2002, avec plus de 3 000 morts après l'élection de 2010 et au moins 85 morts en 2020¹⁶. Les élections de 2020 ont également été entachées par la décision de dernière minute du Président sortant Alassane Ouattara de se présenter pour un troisième mandat, ce qui, selon lui, était constitutionnel car les limites des mandats ont été "réinitialisées" avec l'adoption d'une nouvelle constitution en 2016. Cette décision controversée a conduit certains partis d'opposition à boycotter l'élection, ce qui a entraîné la victoire de Ouattara avec 95 % des voix. En outre, la composition de la Commission Electorale Indépendante (CEI) a été contestée par les partis politiques d'opposition, qui s'inquiétaient de son autonomie et de son impartialité.

Les événements entourant les élections de 2020 mettent en évidence d'autres déficits de la démocratie ivoirienne, à savoir qu'il existe peu de contrôles et de contrepoids efficaces sur le Chef de l'Exécutif. Si l'on considère les indicateurs composant l'IDL (Figure 15), les scores de la Côte d'Ivoire indiquent de sérieuses faiblesses en matière d'enquêtes parlementaires, d'opposition au sein du Parlement, de contrôle de l'exécutif et d'indépendance de la Haute Cour.

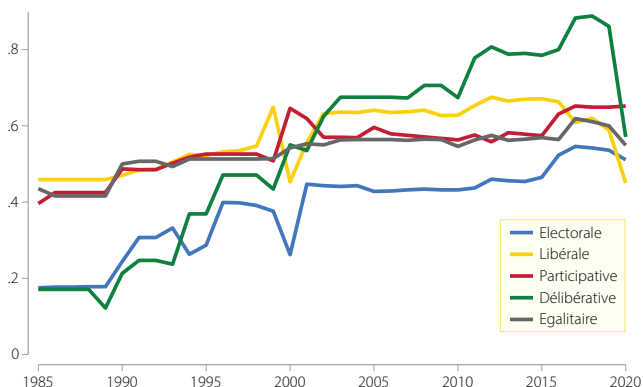


Figure 14 : Côte d'Ivoire - Tendances des Composantes de la Démocratie

¹⁶ Nadia Chahed, Côte d'Ivoire : 85 morts et 484 blessés dans les violences électorales, 11 Décembre 2020

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/c%3%B4te-divoire-85-morts-et-484-bless%3%A9s-dans-les-violences-%C3%A9lectorales-/2040840>

¹⁷ CIVICUS, 2020, Dégradation de l'espace civique avant les élections dans les pays francophones de l'Afrique de l'Ouest : Études de cas : Bénin, Côte d'Ivoire, Guinée, Niger et Togo, https://www.civicus.org/documents/reports-and-publications/eena-reports/west-africa-report-2020_fr.pdf

¹⁸ "Le Bénin et la Côte d'Ivoire vont retirer l'accès individuel à la Cour africaine", International Justice Resource Center, 6 mai 2020, <https://ijrcenter.org/2020/05/06/benin-and-cote-divoire-to-withdraw-individual-access-to-african-court/>.

¹⁹ Les scores plus élevés indiquent toujours les caractéristiques plus démocratiques. OSC = Organisation de la Société Civile, OGE = Organe de Gestion des Elections.

Les résultats de la Côte d'Ivoire concernant les indicateurs de la liberté d'association et de la liberté d'expression sont un peu meilleurs, mais des problèmes persistent dans ces domaines également. Les dispositions du Code Pénal de 2019 qui criminalisent les manifestations spontanées ont été utilisées pour réprimer les manifestations pacifiques des partis politiques. Les violations de l'espace civique sont également courantes, notamment la restriction de la liberté d'expression des militants des partis politiques, des journalistes et des cyberactivistes proches des partis d'opposition¹⁷. La possibilité pour les citoyens et les organisations de la société civile de saisir directement la Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples a récemment été restreinte par les autorités ivoiriennes¹⁸. La baisse des Composantes Délibératives et Libérales (figure 14) se comprend aisément face à ces obstacles persistants.

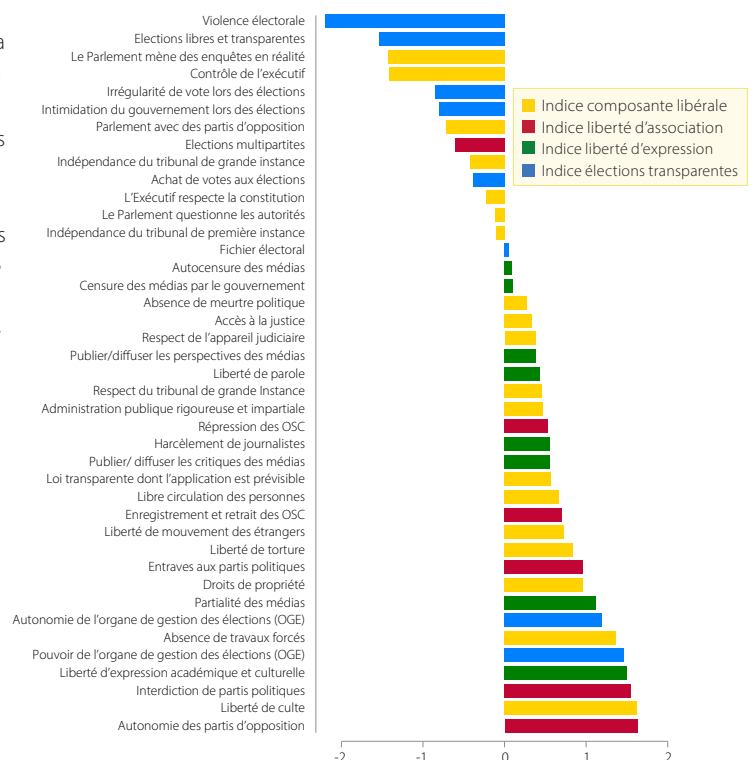


Figure 15 : Scores 2020 de la Côte d'Ivoire sur les Indicateurs de la Démocratie Libérale¹⁹



La Gambie

- » Le score IDL 2020 de la Gambie (0,42) est légèrement supérieur à la moyenne des pays de la CEDEAO. Il a considérablement augmenté en 2016, mais a commencé à diminuer en 2019.
- » Ces dernières années, les scores de la Gambie concernant les Composantes Electorales et Participatives de la Démocratie sont devenus considérablement plus faibles que ses scores concernant les Composantes Libérales, Délibératives et Egalitaires.
- » Les mauvais résultats de la Gambie en démocratie électorale, notamment les élections libres et transparentes, l'achat de votes, la violence électorale, les irrégularités électorales ou de vote et l'intimidation du gouvernement, sont particulièrement préoccupants.

Avant les élections générales de 2016, la Gambie était considérée comme une autocratie électorale, avec une répression considérable de sa population par le gouvernement et peu de possibilités pour l'opposition d'accéder au pouvoir. Les choses ont beaucoup évolué en 2016 et 2017, lorsqu'Adama Barrow a vaincu le Président sortant Yahya Jammeh et qu'une intervention opportune de la CEDEAO a contraint Jammeh à quitter le pouvoir. Le nouveau gouvernement a, dans une bien plus large mesure que le précédent, adhéré aux institutions, normes et valeurs démocratiques. Cette adhésion à la démocratie se reflète dans l'augmentation du score IDL de la Gambie, qui est passé de 0,11 en 2016 à 0,44 en 2018. Les scores des indices des Composantes Libérale et Délibérative ont augmenté de façon spectaculaire (figure 16) au cours de cette période, le nouveau gouvernement ayant entrepris des réformes visant à renforcer l'état de droit, à promouvoir la justice transitionnelle et à transformer le secteur de la sécurité. Bien qu'il reste de nombreux défis à relever en matière de réforme, grâce à ces programmes, les scores de la Gambie en matière d'accès à la justice et de solidité du système judiciaire (Figure 17) sont parmi les plus élevés d'Afrique de l'Ouest.

Depuis 2018, on observe une tendance à la baisse pour les Composantes Electorales et Participatives (figure 16). Les indicateurs de la figure 17 montrent les faiblesses de la Gambie dans la qualité des élections, en particulier dans les domaines suivants : élections libres et transparentes, achat de votes lors des élections, violence électorale, irrégularités lors des élections ou du vote et intimidation du gouvernement lors des élections. Les récents reculs de la Composante Participative reflètent la baisse des scores de la Gambie sur les indicateurs de consultation des organisations de la société civile, qui se sont déclarées préoccupées par certaines dispositions du projet de constitution publié en 2019²⁰.

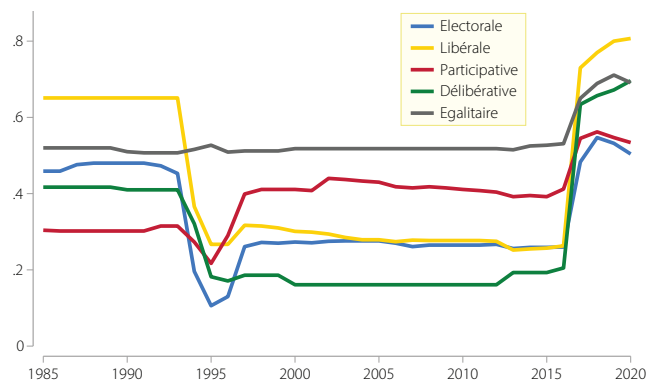
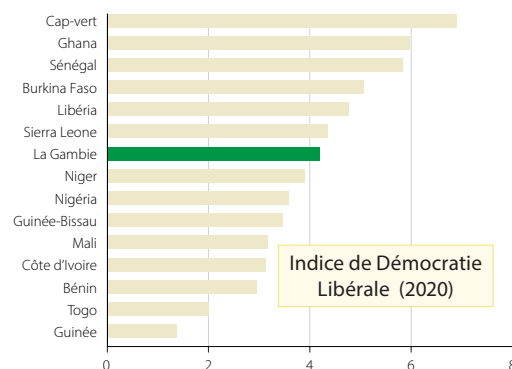


Figure 16 : Tendances des composantes de la démocratie en Gambie

20 "Liberté dans le monde 2020 : The Gambia", Freedom House, <https://freedomhouse.org/country/gambia/freedom-world/2020>.

21 "Gambie", Reporters Sans Frontières, <https://rsf.org/fr/gambie>.

22 Les scores plus élevés indiquent toujours les caractéristiques plus démocratiques. OSC = Organisation de la Société Civile, OGE = Organe de Gestion des Elections.



Les scores de la Gambie pour les Composantes Libérale, Egalitaire et Délibérative sont restés forts et cohérents (Figure 16). Outre la solidité de ses institutions judiciaires, la Gambie obtient de bons résultats en matière de protection

des libertés individuelles telles que les droits de propriété et les déplacements intérieurs. Elle progresse sur les indicateurs de la liberté d'expression : l'État ne détient plus le monopole des informations radiodiffusées et les organes d'information privés prolifèrent²¹. Cependant, les résultats de la Gambie en matière de partialité des médias, de diversité des points de vue représentés dans les médias et d'autocensure restent inférieurs à la moyenne des pays de la CEDEAO. Dans l'ensemble, cependant, les tendances positives de la Gambie témoignent des avantages de l'alternance au pouvoir et de l'engagement accru des dirigeants en faveur de la démocratie.

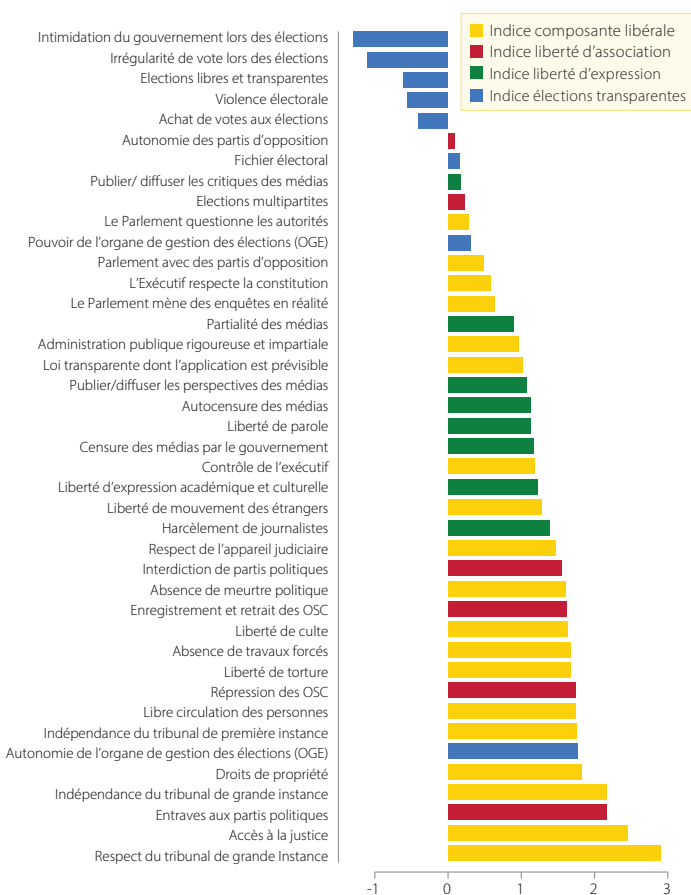
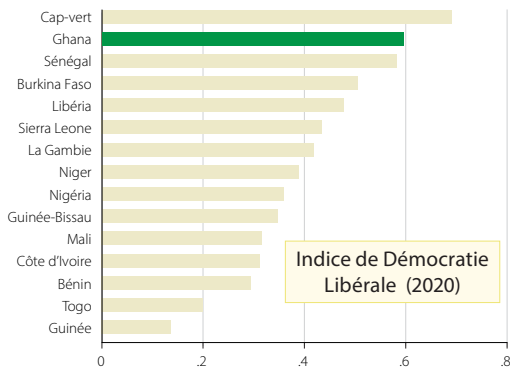


Figure 17 : Scores de la Gambie 2020 sur les indicateurs de la démocratie libérale²²



Ghana



- » Le score IDL du Ghana a atteint un pic de 0,66 en 2010 et 2011, mais il a lentement baissé depuis lors.
- » Le Ghana obtient un score particulièrement élevé pour les Composantes Libérales et Délibératives de la Démocratie.
- » Les scores du Ghana pour la Composante Participative sont faibles pour la région et ont connu un ralentissement depuis la transition du régime en 1992.
- » La qualité des élections au Ghana est supérieure à la moyenne de la région, mais certains problèmes d'achat de votes et de violence électorale persistent.

Depuis sa transition vers une démocratie multipartite en 1992, le Ghana a été à l'avant-garde de la démocratisation dans la région. Grâce à son multipartisme, ses élections libres et transparentes, ses lois transparentes et son respect des libertés individuelles, le Ghana est le seul pays d'Afrique de l'Ouest à être classé parmi les démocraties libérales. Malgré cette réussite, le score IDL du Ghana a baissé depuis 2011, passant d'un maximum de 0,66 à un score de 0,60 en 2020. Cette régression est due à la faiblesse persistante des indicateurs de la démocratie infranationale et de la qualité des élections, ainsi qu'au harcèlement croissant des journalistes.

Le bilan électoral du Ghana est inégalé dans la région. Depuis 1992, le Ghana a organisé huit élections nationales consécutives selon le calendrier prévu tous les quatre ans, ce qui a donné lieu à trois transferts de pouvoir entre les deux principaux partis politiques - le Nouveau Parti Patriotique (NPP) et le Congrès National Démocratique (NDC). Le Ghana obtient des résultats bien supérieurs à la moyenne de la région concernant l'absence d'obstacles aux partis politiques et la qualité de son fichier électoral (figure 19). Des problèmes électoraux persistent cependant, dans les tactiques de propagande électorale des partis, les menaces de violence électorale et l'intimidation électorale par les forces de sécurité²³. Dans les jours qui ont précédé l'élection de décembre 2020, au moins 60 incidents liés à l'élection ont été signalés, cinq décès ont été recensés et les forces de sécurité ghanéennes ont affirmé avoir fait preuve d'intimidation²⁴.

La désagrégation de l'indice en cinq composantes clés dans la figure 18 indique que le Ghana a obtenu de bons résultats pour les Composantes Libérale et Délibérative. Concernant la Composante Libérale, le Ghana obtient des résultats relativement bons pour les indicateurs d'accès à la justice et de lois transparentes avec une application prévisible (figure 19). Les baisses récentes de la Composante Délibérative, qui reflètent les tendances régionales, suggèrent que le niveau du débat public et la préoccupation pour l'intérêt général pourraient diminuer.

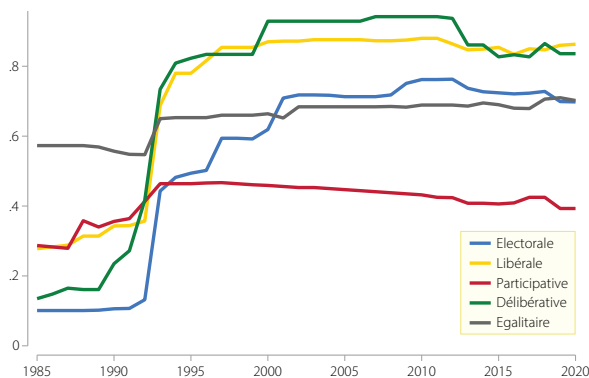


Figure 18 : Tendances des Composantes de la Démocratie au Ghana

Les scores du Ghana pour les Composantes Electorale et Egalitaire sont restés constamment dans la fourchette de 0,6 et 0,7, ce qui est inférieur à ses scores pour les Composantes Libérale et Délibérative, mais supérieur à la moyenne de la région. Ses scores sur la Composante Participative sont beaucoup plus faibles et ont diminué lentement mais sûrement, passant de 0,46 en 1993 à 0,39 en 2020. Le faible niveau de démocratie participative est attribué en grande partie au faible niveau de démocratie du Ghana aux niveaux régional et local, car le Président conserve le pouvoir de nommer les principaux responsables à ces niveaux.

La liberté d'expression et d'association est généralement bien protégée au Ghana, les organisations de la société civile et les partis politiques établis peuvent opérer librement. La liberté des médias suscite toutefois une inquiétude croissante. Fin 2019, le journaliste d'investigation Ahmed Hussein-Suale a été abattu en pleine rue après avoir dénoncé des actes de corruption commis par des hauts responsables de la Fédération de Football du Ghana.

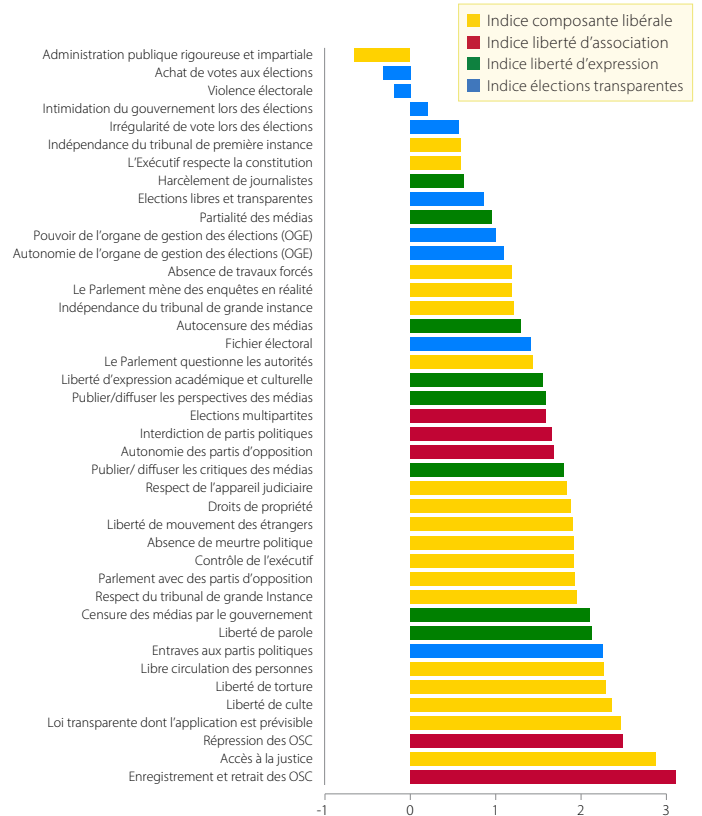


Figure 19 : Scores du Ghana 2020 sur les indicateurs de la Démocratie Libérale²⁵

²³ "Ghana Presidential and Parliamentary Elections 2020: Building Confidence and Generating Trust Amid COVID-19 Pandemic", West African Network for Peacebuilding, juin 2020.

²⁴ "5 people killed in Ghana election violence", DW, 9 décembre 2020, <https://www.dw.com/en/5-people-killed-in-ghana-election-violence/a-55883334>

²⁵ Les scores plus élevés indiquent toujours les caractéristiques plus démocratiques. OSC = Organisation de la Société Civile, OGE = Organe de Gestion des Elections.



Guinée

- » La Guinée est une autocratie électorale dont le score IDL 2020 est le plus faible d'Afrique de l'Ouest.
- » La Guinée est particulièrement faible dans les Composantes Libérales et Electorales de la démocratie, qui ont toutes deux connu un recul considérable entre 2015 et 2020.
- » Les scores de la Guinée concernant les Composantes Participatives et Egalitaires de la démocratie sont un peu plus élevés, mais les tensions électorales et les divisions sociales menacent la participation démocratique et l'égalité.

Avec un score IDL de 0,18 pour 2020, la Guinée était le pays le moins démocratique en Afrique de l'Ouest. Le score IDL de la Guinée a augmenté dans une certaine mesure entre 2010 et 2014, car le pays a commencé à organiser des élections libres après une période de deux ans de régime militaire entre 2008 et 2010. À partir de 2014, cependant, le score IDL de la Guinée a commencé à baisser, la réponse du gouvernement à la crise Ebola de 2013-2014 ayant entraîné de graves tensions autour de la préparation du pays aux élections de 2015. Sept partis d'opposition ont demandé au Président Alpha Condé de reporter les élections afin de s'assurer que les fichiers et les processus électoraux appropriés étaient en place. Condé a refusé de reporter les élections et les partis d'opposition ont contesté avec véhémence les résultats des élections.

La Composante Electorale de la démocratie en Guinée a encore reculé entre 2019 et 2020 (voir la figure 20), le Président Condé ayant exploité les pouvoirs présidentiels pour imposer un changement de la constitution qui a prolongé les mandats présidentiels de cinq à six ans et lui a effectivement permis de briguer un troisième mandat, malgré les dispositions constitutionnelles limitant un président à deux mandats. La candidature de Condé aux élections de 2020 a été rejetée par l'opposition ainsi que par de nombreux citoyens qui sont descendus dans la rue pour protester contre le changement constitutionnel. Ce contexte électoral tendu a entraîné des violences et de graves violations des libertés individuelles perpétrées par les forces de sécurité. De nombreuses personnes ont trouvé la mort et les forces de sécurité ont été généralement accusées d'avoir fait un usage excessif de la force contre les citoyens²⁶. Par conséquent, la Guinée obtient un score très faible sur les indicateurs de qualité électorale et de libertés individuelles (Figure 21), notamment les indicateurs de la violence électorale, de l'intimidation du gouvernement et de l'absence d'assassinats politiques.

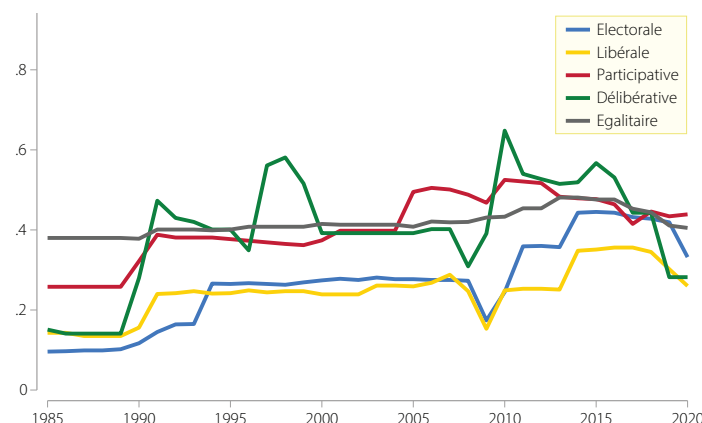
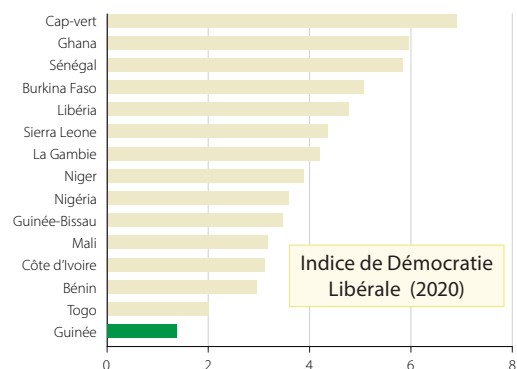


Figure 20 : Tendances des Composantes de la Démocratie en Guinée

²⁶ "Guinée : Événements de 2020", Human Rights Watch 2021. <https://www.hrw.org/fr/world-report/2021/country-chapters/377472>.

²⁷ Les scores plus élevés indiquent toujours les caractéristiques plus démocratiques. OSC = Organisation de la Société Civile, OGE = Organe de Gestion des Elections.



Les événements de 2020 se sont produits dans un contexte où les Composantes Délibératives et Libérales de la démocratie étaient également en déclin depuis un certain temps (Figure 20). Les deux principaux partis politiques, le Rassemblement du Peuple de Guinée (RPG), dirigé par Alpha Condé, et l'Union des Forces Démocratiques de Guinée (UFDG), dirigée par Cellou Dalein Diallo, ont parfois eu recours à la mobilisation identitaire. Ces stratégies électorales ont contribué à accentuer les divisions sociopolitiques.

Malgré les graves tensions qui entourent les élections et les divisions sociales, la Guinée obtient un score un peu plus élevé sur les Composantes de la Démocratie Participative et Egalitaire (figure 20). En dehors des élections, la liberté d'expression et d'association est généralement protégée (figure 21).

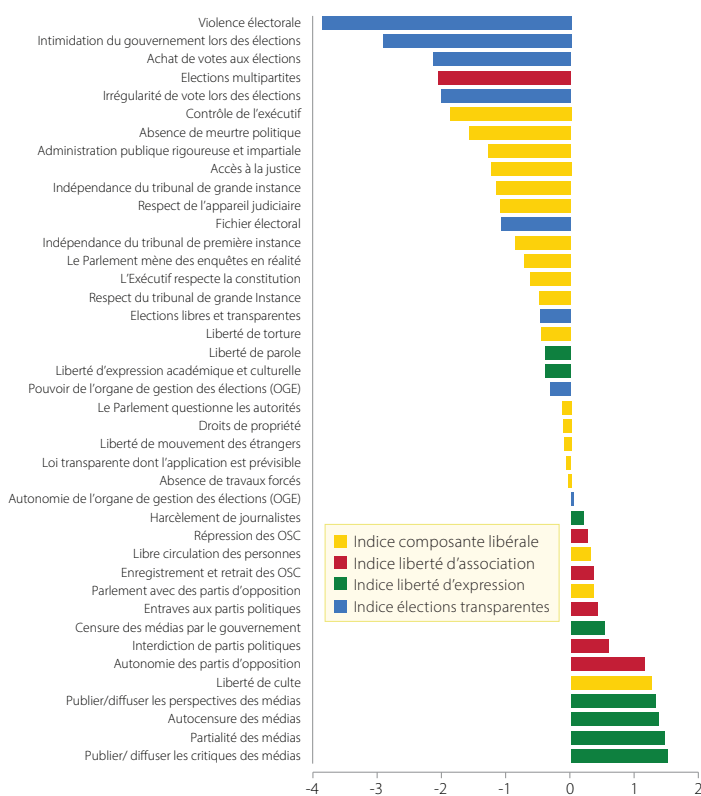
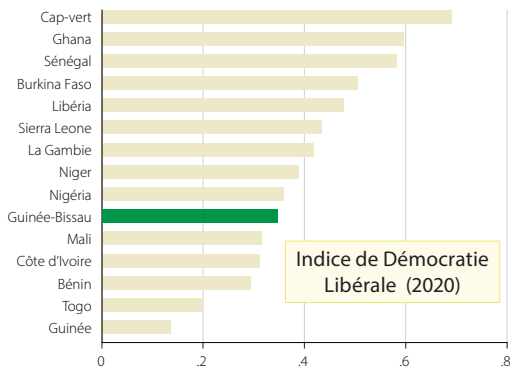


Figure 21 : Scores 2020 de la Guinée sur les indicateurs de la Démocratie Libérale²⁷



Guinée-Bissau



- » La Guinée-Bissau est une démocratie électorale dont le score IDL est de 0,34, ce qui est inférieur à la moyenne Ouest-africaine. Son score IDL s'est constamment amélioré depuis la résolution d'un coup d'État militaire en 2012 et le rétablissement ultérieur d'un régime civil électoral en 2014.
- » La Guinée-Bissau a enregistré des progrès récents suivant les Composantes Electorales et Libérales de la démocratie, notamment son premier transfert de pouvoir par voie électorale en 2020.
- » Bien que la Guinée-Bissau obtienne de bons résultats en matière de libertés individuelles, le contrôle institutionnel de l'exécutif reste faible.

Autrefois théâtre de fréquents coups d'État militaires et de la domination électorale du Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert (PAIGC) au pouvoir, la Guinée-Bissau a conservé son statut de démocratie électorale depuis la réintroduction d'élections multipartites en 2014. Son score IDL de 0,34 est néanmoins le plus faible des démocraties électorales de la région de la CEDEAO. Son niveau démocratique reste très faible, et elle a eu du mal à mettre en place des institutions administratives, judiciaires et législatives fonctionnelles (figure 23).

Parmi les cinq composantes de la démocratie, la Guinée-Bissau obtient les meilleurs résultats pour les Composantes Libérale et Electorale (figure 22). Elle obtient des résultats particulièrement bons dans les domaines de l'autonomie et du pouvoir de son organe de gestion des élections et des libertés individuelles (figure 23), ce qui suggère que des progrès significatifs ont été réalisés dans la gestion du processus électoral. Les élections de 2019 et leurs suites ont toutefois révélé des faiblesses sous-jacentes dans ces domaines, le Président sortant José Mário Vaz ayant utilisé à plusieurs reprises ses pouvoirs pour déloger des opposants clés de leurs postes de responsabilité au Parlement²⁸. Après avoir terminé en quatrième position au premier tour de scrutin, M. Vaz s'est retiré, permettant aux deux premiers candidats - Domingos Simoes Pereira et Umaro Sissoco Embaló - de participer au second tour. Embaló a terminé avec 53,6 % des voix et a été investi en février 2020, mais Pereira a contesté les résultats, et ce n'est que plusieurs mois plus tard que Pereira et son parti PAIGC ont officiellement concédé. En 2020, le PAIGC a investi le Président de l'Assemblée Nationale Populaire, Cipriano Cassamá, comme Président rival et Embaló a nommé Nuno Gomes Nabiam comme Premier Ministre, mais l'ancien Premier Ministre, Aristides Gomes, a refusé de démissionner.

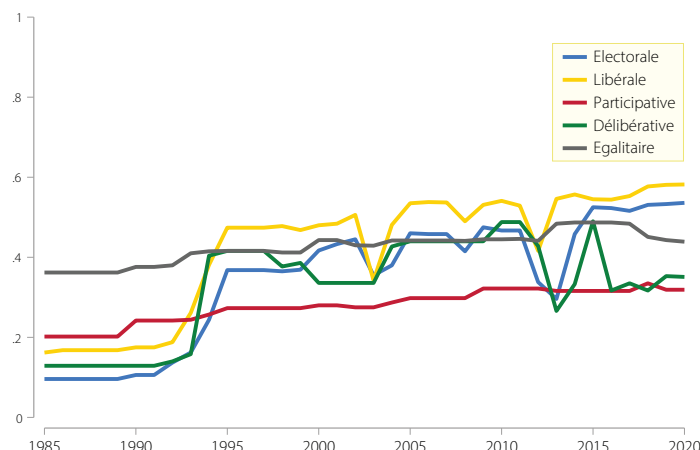


Figure 22 : Tendances des Composantes de la Démocratie en Guinée-Bissau

En outre, comme le montre la figure 22, les Composantes Délibératives et Participatives de la démocratie restent très faibles en Guinée-Bissau. La Composante Délibérative a été affaiblie par les tensions croissantes au sein du PAIGC et les défections. Il est important de noter, cependant, que ces divisions ne sont pas ouvertement de nature ethnique ou religieuse²⁹. Les faiblesses de la Composante Participative reflètent une absence de démocratie aux niveaux local et régional, ainsi que le peu d'opportunités pour les citoyens de participer directement au gouvernement. À l'exception de la Composante Délibérative, les indices des composantes n'ont pas beaucoup fluctué depuis 2015.

La Guinée-Bissau obtient de bons résultats pour un certain nombre d'indicateurs de la liberté d'expression et d'association, notamment en raison de peu d'entraves à la formation de partis politiques et du faible niveau de partialité des médias. Ses faibles scores en matière de censure des médias par le gouvernement et de harcèlement des journalistes indiquent toutefois que la liberté d'expression n'est pas encore bien institutionnalisée.

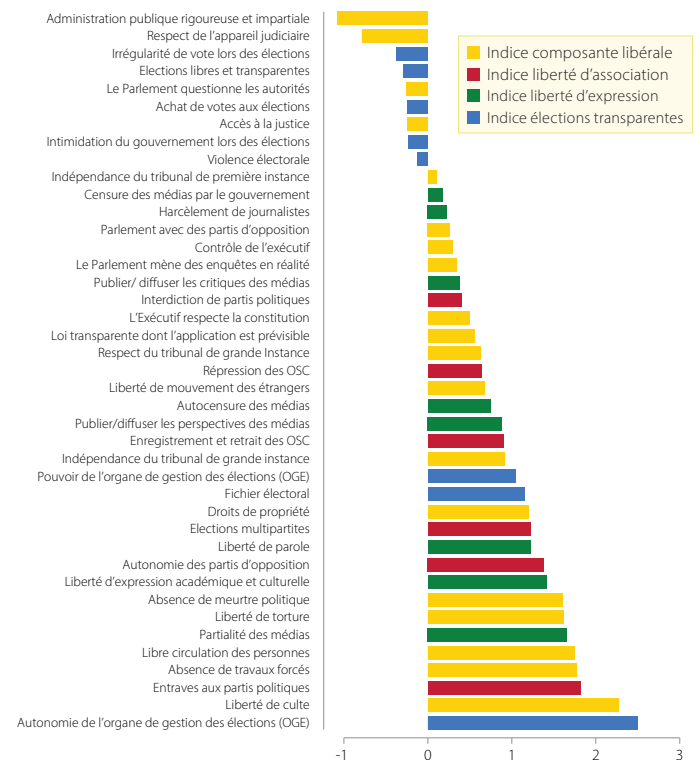


Figure 23 : Scores 2020 de la Guinée-Bissau pour les indicateurs de la Démocratie Libérale³⁰

²⁸ "Freedom in the World 2020: Guinea-Bissau", Freedom House, <https://freedomhouse.org/country/guinea-bissau/freedom-world/2020>.

²⁹ "Ethnicity in Guinea-Bissau", Ethnic Power Relations Atlas, <https://growup.ethz.ch/atlas/pdf/Guinea-Bissau.pdf>

³⁰ Les scores plus élevés indiquent toujours les caractéristiques plus démocratiques. OSC = Organisation de la Société Civile, OGE = Organe de Gestion des Elections.



Libéria

- » Le Libéria est une démocratie électorale dont le score IDL 2020 figure parmi les cinq plus élevés des pays de la CEDEAO. Son score IDL a atteint un pic de 0,5 en 2005 et a légèrement baissé depuis pour atteindre 0,43.
- » Le Libéria n'a pas connu de recul démocratique significatif ces dernières années, mais sa Composante Participative reste faible et les Composantes Libérale et Délibérative ont baissé dans une certaine mesure depuis 2017.
- » Le Libéria est le plus faible sur les indicateurs de la qualité des élections. Ses résultats concernant les indicateurs de la liberté d'expression et de la liberté d'association sont relativement bons.

Le Libéria est passé d'une autocratie électorale à une démocratie électorale en 2005, à la suite d'élections nationales qui se sont tenues pour la première fois depuis 1997. Les élections de 2005 ont été organisées conformément à l'Accord de Paix Global d'Accra de 2003, qui a effectivement mis fin à la deuxième guerre civile du Libéria. Depuis 2005, le Libéria a conservé son statut de démocratie électorale avec des élections nationales organisées tous les six ans. Les élections de 2017 ont marqué le premier transfert de pouvoir entre partis dans l'ère démocratique actuelle.

Les Composantes Délibératives et Libérales de la démocratie sont les plus fortes au Libéria (Figure 24). Le Libéria obtient des résultats particulièrement bons en matière de protection des droits et libertés fondamentaux, tels que la liberté de mouvement, la liberté des médias et la liberté d'association des ONG et des partis politiques (figure 25). Elle obtient également de bons résultats dans le domaine de l'indépendance des tribunaux de grande instance. En 2020, cependant, des signes inquiétants ont été observés concernant la liberté des médias. Les journalistes qui ont fait des reportages sur la réponse du gouvernement face à la pandémie de la COVID-19, ont été confrontés à des interrogations et même à des attaques physiques de la part des autorités libériennes³¹.

Les scores des Composantes Electorales et Egalitaires au Libéria sont moins forts, mais sont restés constants depuis 2005. Le changement de pouvoir lors des élections de 2017 indique que les candidats sortants n'ont pas vraiment manipulé les élections en leur faveur, bien que les faiblesses des institutions électorales (Figure 25, barres bleues) indiquent les risques de défis

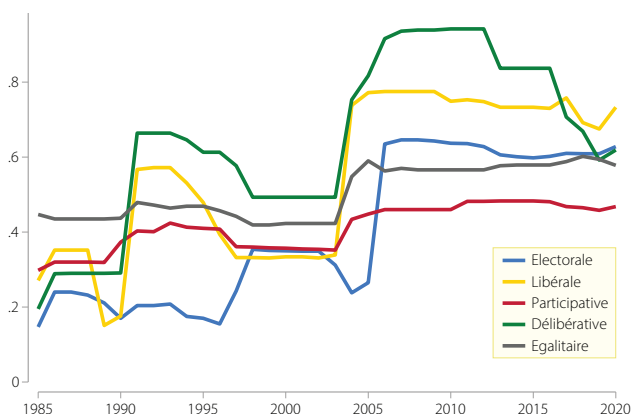


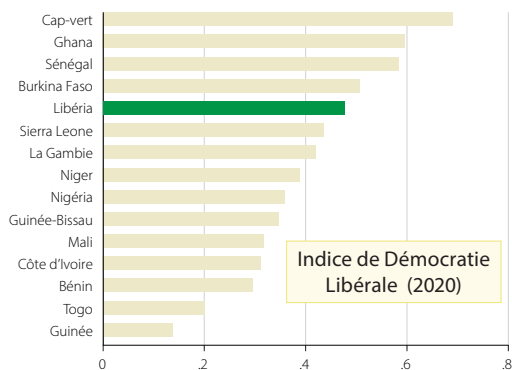
Figure 24 : Tendances des Composantes de la Démocratie au Libéria

³¹ "Journalists in Liberia attacked, harassed for reporting on COVID-19", Committee to Protect Journalists, 15 avril 2020, <https://cpj.org/2020/04/journalists-in-liberia-attacked-harassed-for-repor/>.

³² "Freedom in the World 2021: Liberia", Freedom House, <https://freedomhouse.org/country/liberia/freedom-world/2021>.

³³ Luke Seminara, "Ending Monrovia's Hegemony: The Need to Decentralize Liberia", Columbia Political Review, 23 mars 2021, <http://www.cpreview.org/blog/2021/3/ending-monrovia-hegemony-the-need-to-decentralize-liberia>.

³⁴ Les scores plus élevés indiquent toujours les caractéristiques plus démocratiques. OSC = Organisation de la Société Civile, OGE = Organe de Gestion des Elections.



liés à l'administration des élections à l'avenir. Lors des dernières élections, il est arrivé que des électeurs disposent de plusieurs cartes de vote, que des membres de partis d'opposition soient attaqués, que des urnes soient saisies et qu'un candidat soit enlevé et agressé³².

Bien que le Libéria obtienne de bons résultats dans les domaines de la liberté d'association et d'expression, la Composante Participative de la démocratie reste faible (figure 24), car le Libéria offre peu de possibilités de participation directe des citoyens au gouvernement et n'organise pas d'élections pour les postes du gouvernement infranational. Ce système a fait l'objet de nombreuses critiques pour avoir concentré le pouvoir au niveau de la présidence, qui se réserve le droit de nommer et de diriger tous les fonctionnaires des quinze comtés du Libéria³³.

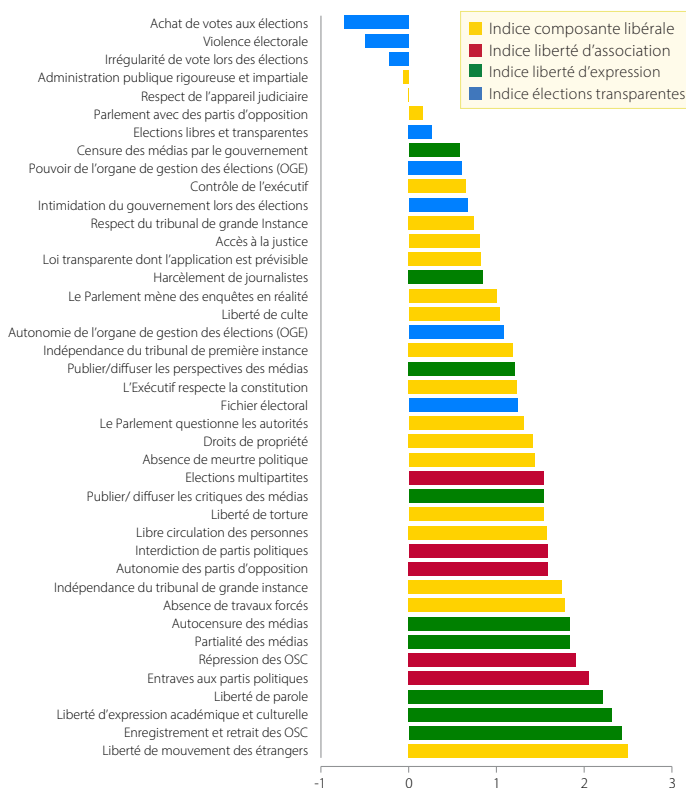
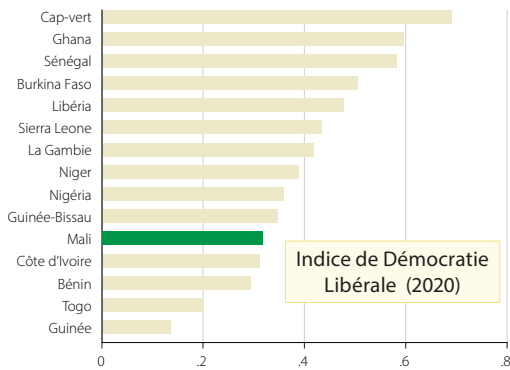


Figure 25 : Scores du Libéria 2020 pour les indicateurs de la Démocratie Libérale³⁴



Mali



- » Autrefois modèle de démocratie en Afrique de l'Ouest, le score IDL du Mali est passé de 0,46 en 1993 à 0,32 en 2020.
- » Les Composantes Electorales et Libérales de la démocratie ont considérablement baissé, les acteurs politiques ne respectent pas la constitution et violent les libertés individuelles de manière répétée.
- » La violence est largement répandue dans l'espace politique malien, notamment les prises de pouvoir violentes par les militaires, la violence électorale par les groupes armés et la répression violente des journalistes et des manifestants par les forces de sécurité de l'État.

De 1992 à 2012, le Mali était considéré comme un modèle de démocratie électorale en Afrique de l'Ouest. Il a connu des transferts de pouvoir électoraux pacifiques en 1992 et 2002. La politique est devenue plus turbulente en 2012, lorsque la rébellion menée par le Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNL) a fait campagne pour le contrôle du nord du Mali. Mécontents de la réponse du gouvernement, des membres de l'armée malienne ont violemment pris le pouvoir du Président Amadou Toumani Touré en 2012 et ont suspendu la constitution un mois seulement avant les élections présidentielles. Le régime civil a été rétabli plus tard en 2012 et des élections ont eu lieu en 2013. Des événements similaires se sont produits en 2020, lorsque le mécontentement à l'égard du gouvernement a conduit à des manifestations de masse et à un autre coup d'État militaire réussi, qui a forcé la démission du Président Ibrahim Boubacar Keïta et la dissolution de son gouvernement.

Les coups d'État ne sont pas la seule forme de violence entourant les élections au Mali. Lors des élections de 2018, les violences commises par des groupes armés ont empêché le vote dans 644 bureaux de vote du pays, principalement dans le centre et le nord³⁵. Les scores du Mali sur la Composante Electorale de la démocratie sont perpétuellement bas (Figure 26) et ont baissé régulièrement depuis le milieu des années 2000. À l'exception de l'autonomie de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), les scores du Mali sur les indicateurs de niveau des élections sont très faibles, notamment dans les domaines de la violence électorale, du fichier électoral, des irrégularités et des élections libres et transparentes (Figure 27).

Le Mali a également vu ses scores baisser dans les Composantes Libérale et Participative. Les forces de sécurité maliennes sont généralement accusées

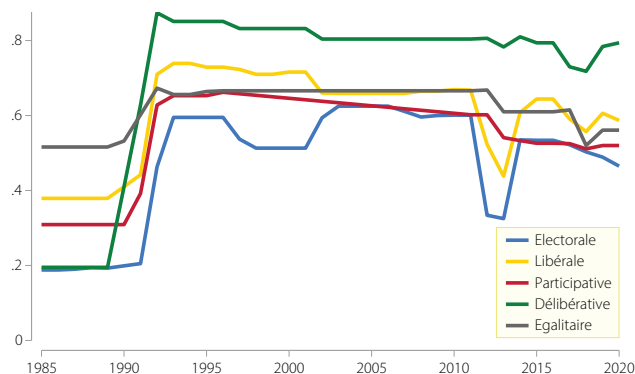


Figure 26: Mali - Tendances des Composantes de la Démocratie

d'utiliser des tactiques répressives contre les citoyens et les groupes de la société civile³⁶. En juillet 2020, par exemple, les forces de sécurité maliennes ont répondu violemment aux manifestations de l'opposition, entraînant la mort de 14 citoyens³⁷. Les journalistes ont également été pris pour cible, notamment à l'approche des élections de 2018. Bien qu'il y ait peu d'obstacles à la formation de partis politiques et d'organisations de la société civile au Mali (Figure 27), ses scores sur les indicateurs de censure des médias et de répression de la société civile restent faibles.

La Composante Libérale de la démocratie également souffre du fait qu'il y a de contraintes significatives sur l'exécutif. Les institutions législatives et administratives du Mali restent particulièrement faibles (figure 27). L'incapacité de ces institutions à gérer efficacement les conflits sociaux et politiques est évidente dans les scores en baisse du Mali en matière de démocratie égalitaire et dans la prévalence de la violence dans la sphère politique. Malgré ces problèmes, les scores du Mali sur la Composante Délibérative restent étonnamment forts.

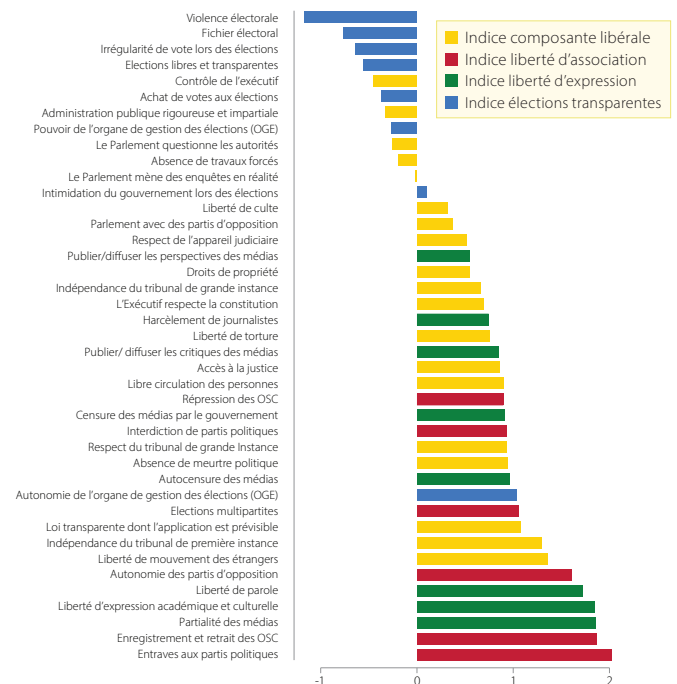


Figure 27: Scores du Mali 2020 sur les indicateurs de la Démocratie Libérale³⁸

³⁵ "Mali : Mali: une présidentielle marquée par des sabotages et une faible participation", France24, 30 juillet 2018, <https://www.france24.com/fr/20180730-mali-election-presidentielle-attaques-jihadistes-nord-centre-faible-participation-sabotages>.

³⁶ Civicus Monitor, Mali, <https://monitor.civicus.org/updates/?country=86>.

³⁷ "Mali : Les forces de sécurité ont fait un usage excessif de la force lors de manifestations", Human Rights Watch, 12 août 2020, <https://www.hrw.org/fr/news/2020/08/12/mali-les-forces-de-securite-ont-fait-un-usage-excessif-de-la-force-lors-de>.

³⁸ Les scores plus élevés indiquent toujours les caractéristiques plus démocratiques. OSC = Organisation de la Société Civile, OGE = Organe de Gestion des Elections.



Niger

- » Le score IDL du Niger a considérablement varié au cours des dernières décennies. En 2020, le Niger avait un score IDL de 0,39, soit la médiane des 15 pays de la CEDEAO.
- » Dans l'ensemble, le Niger a connu une plus grande amélioration de sa démocratie au cours des dix dernières années que les autres pays de la région, notamment des avancées majeures dans les Composantes Electorales et Libérales de la démocratie. Elle obtient également de bons résultats en matière de liberté d'expression.
- » Depuis 2015, cependant, le Niger a vu ses scores sur ces composantes baisser, notamment pour les indicateurs du niveau des élections et de l'indépendance de la justice.

L'histoire politique du Niger est marquée par un certain nombre de coups d'État, dont le plus récent a eu lieu en 2010. Depuis 2010, cependant, le Niger a conservé son statut de démocratie électorale. Son score IDL a atteint 0,52 en 2013 et a depuis baissé à 0,39, ce qui représente le score médian des 15 pays de la CEDEAO. Les progrès démocratiques réalisés par le Niger au cours des dix dernières années sont particulièrement importants compte tenu de l'aggravation des menaces pour la sécurité dans plusieurs régions du pays.

Les avancées démocratiques les plus impressionnantes du Niger depuis 2010 concernent les Composantes Electorale et Libérale (figure 28). Les élections nationales de 2016 et de 2020/2021 ont été exemptes d'épisodes majeurs de violence politique ou d'intervention militaire. La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) du Niger conserve une autonomie considérable, mais sa capacité à gérer les intimidations gouvernementales et les irrégularités de vote reste faible (Figure 29).

Concernant la Composante libérale, le Niger obtient des résultats particulièrement bons pour les indicateurs de contraintes législatives sur l'exécutif et de lois transparentes avec une application prévisible. Ces tendances sont visibles dans l'opinion publique, puisque le dernier sondage d'Afrobaromètre révèle qu'une majorité de citoyens font confiance à des institutions telles que la police, les tribunaux et les parlementaires, à raison de 80 %, 68 % et 55 % respectivement³⁹. En outre, contrairement à nombre de ses homologues de la région, le président sortant Mahamadou Issoufou n'a pas cherché à modifier la constitution ni à briguer un troisième mandat, ce qui témoigne du renforcement du respect de la constitution et des lois électorales du pays.

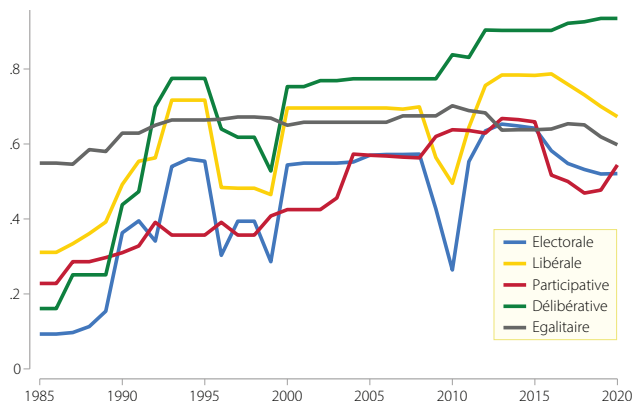
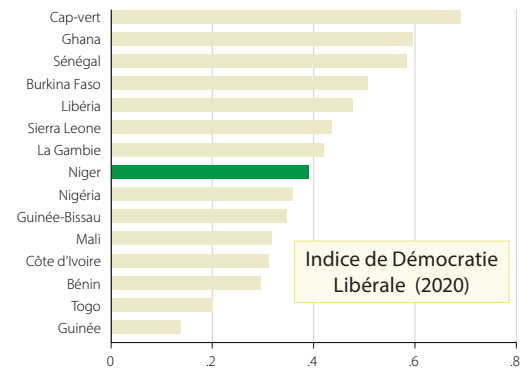


Figure 28 : Tendances des Composantes de la Démocratie au Niger

³⁹ "Niger Bulletin ODD d'Afrobarometer", Afrobarometer, 2021, <https://afrobarometer.org/publications/niger-bulletin-odd-dafrobarometer>.

⁴⁰ Les scores plus élevés indiquent toujours les caractéristiques plus démocratiques. OSC = Organisation de la Société Civile, OGE = Organe de Gestion des Elections.



Le bilan du Niger en matière de liberté d'expression et de liberté d'association est mitigé. Le Niger obtient de très bons résultats en matière de liberté d'expression académique et culturelle, et la diversité des points de vue est représentée dans les médias (figure 29). Cependant, les médias sont parfois sujets à la censure. Les partis politiques et les organisations de la société civile peuvent généralement se former librement, mais ils sont confrontés à certains obstacles à la participation aux espaces politiques et civiques. Néanmoins, le Niger a maintenu de bonnes performances concernant la Composante Délibérative de la démocratie, ce qui suggère que les clivages politiques n'ont pas sapé le niveau du débat public et le souci de l'intérêt général.

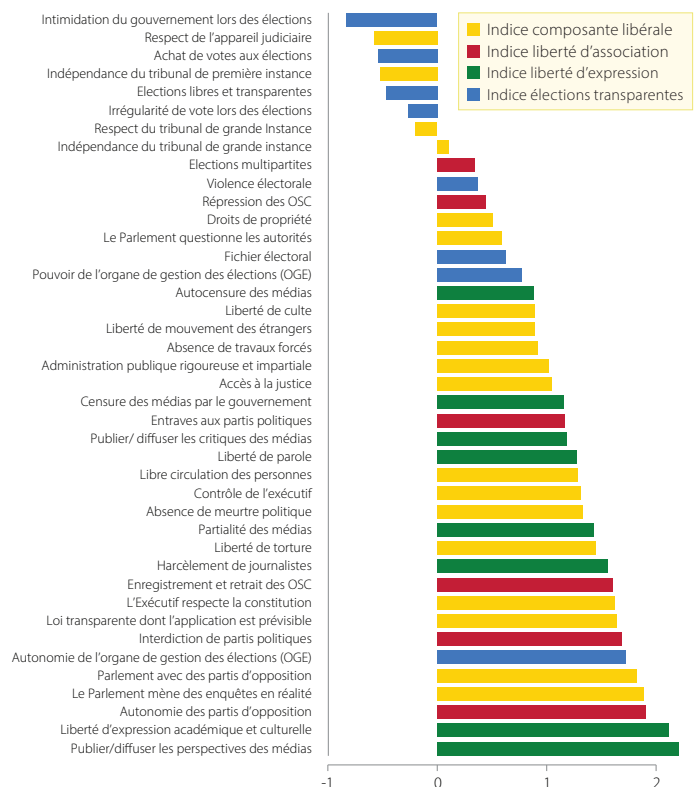
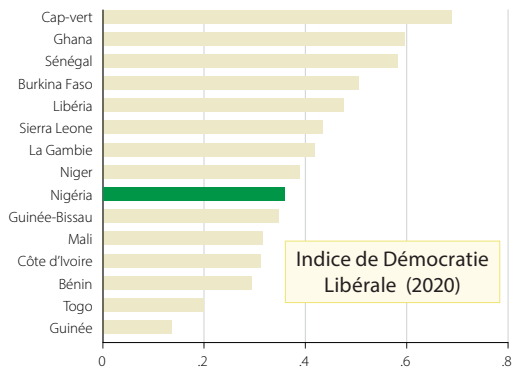


Figure 29 : Les scores du Niger 2020 sur les indicateurs de la Démocratie Libérale⁴⁰



Nigéria



- » Le score IDL 2020 du Nigeria est légèrement inférieur à la moyenne des pays de la CEDEAO. Son score IDL n'a pratiquement pas changé depuis 2010.
- » Depuis 2015, le Nigeria a connu une baisse considérable de ses scores concernant les Composantes Electorale, Libérale et Délibérative de la démocratie. Les mauvaises notes attribuées à la démocratie électorale reflètent l'achat fréquent de voix, la violence électorale, les irrégularités du vote et le faible pouvoir de la Commission Electorale Nationale Indépendante.
- » Le Nigeria obtient de bons résultats concernant la liberté des médias et il n'existe pas d'obstacles significatifs à la liberté d'expression et à la formation des partis politiques.

Le Nigeria est une démocratie électorale dont le score IDL est proche de la moyenne régionale des États de la CEDEAO. Le score IDL du Nigeria s'est constamment amélioré depuis 1999, lorsque le pays est passé d'un régime militaire à un régime civil démocratique. Au cœur de ces progrès, se trouve le record du Nigeria, qui organise des élections tous les quatre ans, ce qui a donné lieu à une seule alternance au pouvoir en 2015 entre le Parti Démocratique des Peuples (PDP) et le Congrès Progressiste (APC). Depuis 2015, cependant, la qualité des élections, telle que reflétée par l'indice de la Composante Electorale, a baissé (figure 30). L'incidence élevée de la violence électorale et de l'achat de voix (figure 31) a freiné la participation électorale : seuls 43,7 % des électeurs se sont rendus aux urnes en 2015 et 49,8 % en 2019. Les élections hors cycle en 2020 ont donné de moins bons résultats, comme on a pu le constater lors des élections des gouverneurs infranationaux dans les États d'Edo et d'Ondo, où environ un quart des électeurs se sont rendus aux urnes.

Le Nigeria obtient des résultats relativement bons pour les Composantes Délibérative, Libérale et Participative (figure 30). Le Nigeria obtient des résultats particulièrement bons dans des domaines tels que la liberté d'expression et d'association, sans qu'il y ait d'obstacles significatifs aux activités des médias et des partis politiques (figure 31). La performance du Nigeria sur l'indice de la Composante Libérale s'est améliorée après les élections de 2015 - une preuve que le pays s'est habitué et s'est senti à l'aise avec certaines facettes de la démocratie libérale - mais elle a baissé depuis⁴¹. Outre les défis électoraux décrits ci-dessus, les assassinats politiques, la répression violente des mouvements sociaux tels que End SARS, et l'impunité généralisée des autorités publiques illustrent de sérieux défis pour l'avancement de la démocratie libérale au Nigeria.

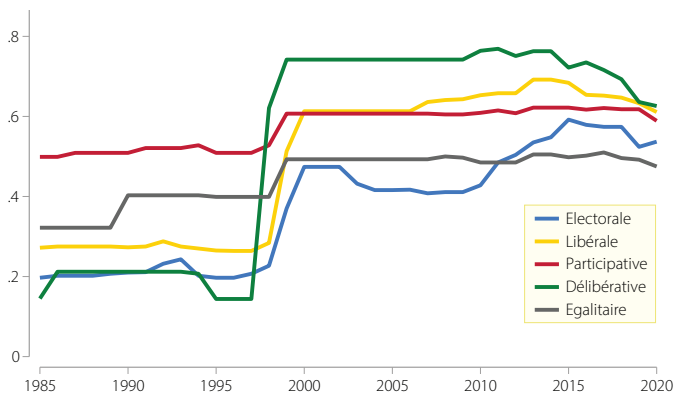


Figure 30 : Tendances du Nigeria des Composantes de la Démocratie

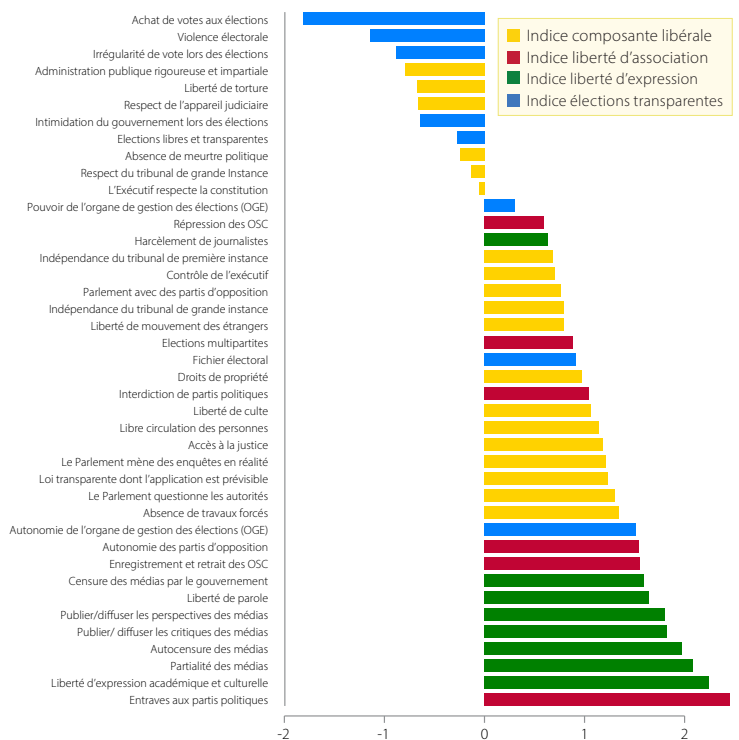


Figure 31 : Scores du Nigeria 2020 sur les indicateurs de la Démocratie Libérale⁴²

⁴¹ Afolabi O.S & Michael Bongani Reinders M.B (2020). 'Political Leadership and Democratic Governance in Anglophone Africa' In Thuynsma H.A (2020). *Brittle Democracies: Comparing Politics in Anglophone Africa*. pp. 156-178 Pretoria: ESI Press

⁴² Les scores plus élevés indiquent toujours les caractéristiques plus démocratiques. OSC = Organisation de la Société Civile, OGE = Organe de Gestion des Elections.



Sénégal

- » En 2020, le Sénégal a obtenu le troisième meilleur score IDL parmi les pays de la CEDEAO. C'est le seul pays de la région dont le score IDL s'est amélioré de manière constante depuis l'indépendance.
- » Le Sénégal obtient généralement de bons résultats dans les Composantes Electorale, Libérale, Délibérative et Egalitaire de la démocratie, mais les scores des Composantes Libérale et Délibérative ont baissé depuis 2012.
- » Le Sénégal dispose d'un environnement participatif solide pour les partis politiques, la société civile et les médias. Ces dernières années, cependant, des actions gouvernementales ont menacé cet environnement.

Le score IDL 2020 du Sénégal est de 0,58, soit le troisième plus élevé de la région de la CEDEAO. Son score IDL s'est constamment amélioré depuis que le pays est devenu une république en 1958. Autrefois caractérisée comme une "démocratie sans alternance", la Composante Electorale de la démocratie a connu des progrès significatifs lorsque le premier transfert électoral pacifique du pouvoir a eu lieu en 2000, puis en 2012 lorsque les électeurs ont rejeté les tentatives du Président Abdoulaye Wade de contourner les limites du mandat et de briguer un troisième mandat (Figure 32). En outre, le score du Sénégal sur l'indicateur d'élections libres et transparentes (Figure 33) est considérablement plus élevé que celui de la plupart des autres pays de la région. Pourtant, l'achat de votes et la violence électorale constituent des obstacles à la qualité des élections au Sénégal. Avant les élections de 2019, deux personnes ont été tuées et de nombreuses autres blessées lorsqu'un meeting organisé durant la campagne électorale a tourné à la violence.

Avec ses engagements forts en faveur du dialogue politique et des droits de l'homme, le Sénégal obtient généralement de bons résultats dans les Composantes Libérales et Délibératives de la démocratie (figure 32). Depuis 2012, cependant, les scores du Sénégal sur ces composantes ont baissé, en particulier dans les domaines des contraintes législatives et judiciaires sur l'exécutif et de la consultation du gouvernement avec les groupes civiques, sociaux et politiques. L'utilisation présumée par le Président Macky Sall des institutions judiciaires et des forces de l'ordre pour arrêter les opposants et affaiblir l'opposition a été particulièrement préjudiciable à l'environnement démocratique du Sénégal. En 2019, le gouvernement a également ciblé et détenu un certain nombre d'acteurs d'organisations de la société civile pro-démocratie⁴³.

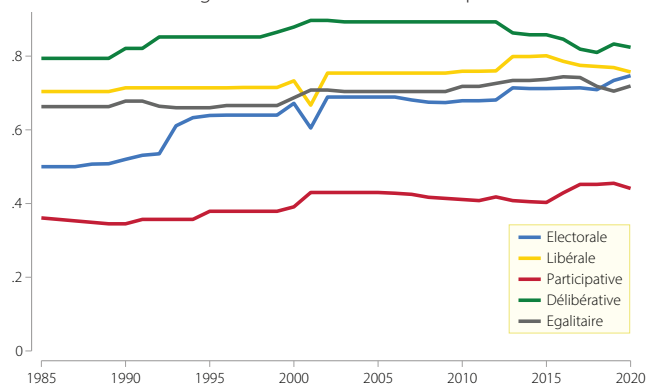


Figure 32 : Tendances des Composantes de la Démocratie au Sénégal

43 "Sénégal. L'élection présidentielle doit se tenir dans un climat libre de toute violence et intimidation", Amnesty International, 21 février 2019, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2019/02/senegal-election-must-be-held-in-a-climate-free-from-violence/>.

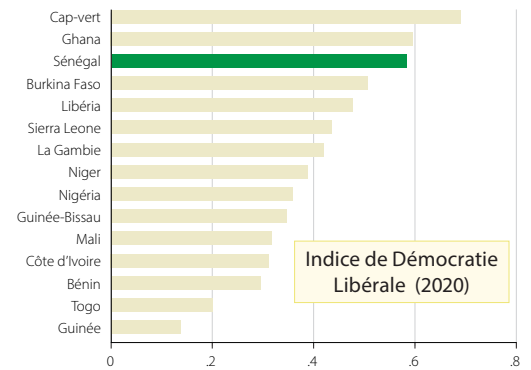
44 Composé de RFM, l'Observateur et TFM. Le GFM est dirigé par M. Birane Ndour fils de Youssou Ndour ministre conseiller et proche collaborateur du Président.

45 Origines SA est une société de production audiovisuelle composée de 2STV, RACINES TV et de Origines FM. Ce groupe est dirigé par El Hadji Ndiaye, sa proximité avec le régime en place lui a valu une nomination à la Société de Télédiffusion du Sénégal (TDS-SA) dont il est aussi le Directeur général.

46 Ce groupe comprend <https://lequotidien.sn>, il dirigé par le journaliste Madiambal Diagne connu par ses prises de positions politiques en faveur du gouvernement en place.

47 D-Media est dirigée par Bougane Gueye.

48 Les scores plus élevés indiquent toujours les caractéristiques plus démocratiques. OSC = Organisation de la Société Civile, OGE = Organe de Gestion des Elections.



Les scores du Sénégal sur la Composante Participative sont plus faibles. Bien que la participation de la société civile soit forte, le choix des citoyens lors des élections locales sont souvent détournés pour des compromis politiques facilités par la nature du mode de scrutin.

Bien que le Sénégal obtienne généralement de bons résultats dans les indicateurs de liberté d'expression (figure 33), le rôle des médias dans la démocratie reste controversé. Depuis 2012, certains propriétaires de presse privée sont devenus à la fois de puissants entrepreneurs économiques et des acteurs politiques. Par exemple, les dirigeants du *Groupe Futurs Médias*⁴⁴, *d'Origines SA*⁴⁵ et *d'Avenir Communication*⁴⁶ se sont alignés sur le gouvernement, tandis que des groupes de presse tels que D-Media soutiennent l'opposition⁴⁷. Ces tendances soulignent l'utilisation des médias à des fins de propagande politique, plutôt que pour des reportages politiques objectifs.

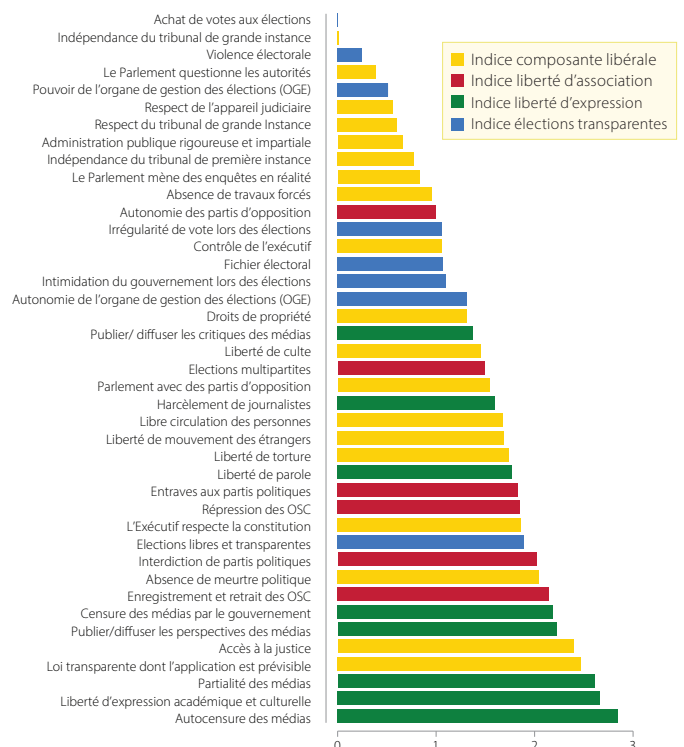
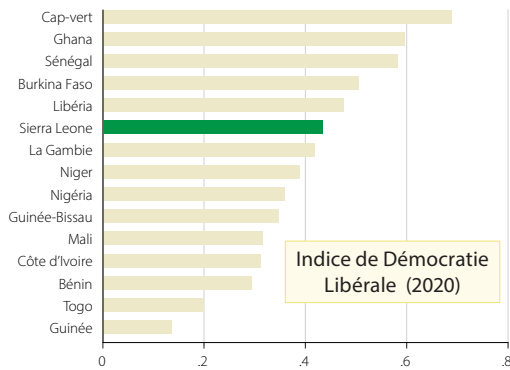


Figure 33 : Scores du Sénégal 2020 sur les indicateurs de la Démocratie Libérale⁴⁸



Sierra Leone



- » La Sierra Leone est une démocratie électorale dont le score à l'IDL 2020 est supérieur à la moyenne des pays de la CEDEAO. Contrairement à de nombreux autres pays de la région, son score IDL s'est amélioré depuis 2016.
- » La Sierra Leone est le pays qui a le plus progressé dans les Composantes Libérales, Délibératives et Egalitaires de la démocratie. Ses niveaux de démocratie participative sont constamment élevés.
- » La Sierra Leone est la plus faible dans la Composante Electorale de la démocratie. Ses scores concernant l'achat de votes, la violence électorale et le pouvoir de son organe de gestion des élections sont particulièrement faibles.

Depuis la fin de la guerre civile en 2002, la Sierra Leone a toujours conservé son statut de démocratie électorale. La Sierra Leone a organisé quatre élections nationales depuis 2002, dont deux ont conduit à des alternances de pouvoir entre les deux principaux partis, le All People's Congress (APC) et le Sierra Leone People's Party (SLPP).

La Sierra Leone obtient généralement de bons résultats pour les Composantes Participatives et Délibératives de la démocratie (figure 34) et pour les indicateurs de la liberté d'expression et d'association (figure 35). La Sierra Leone organise régulièrement des élections non seulement pour le Président et le Parlement, mais aussi pour les conseils locaux, donnant ainsi l'opportunité aux citoyens de participer au choix de leurs responsables locaux. Cependant, la censure des médias par le gouvernement existe toujours, les autorités utilisent régulièrement les lois nationales sur la diffamation pour cibler les journalistes par l'intermédiaire de la Commission Indépendante des Médias. Par exemple, en 2019, le rédacteur en chef d'un journal a été détenu pour diffamation après avoir enquêté sur des allégations de corruption contre le Premier Ministre⁴⁹. Ces tactiques d'intimidation semblent avoir des effets néfastes sur les médias, comme en témoignent les faibles performances de la Sierra Leone concernant les indicateurs d'autocensure des médias et de diversité des points de vue dans les médias.

Bien que les élections en Sierra Leone aient conduit à des alternances de pouvoir en 2007 et 2018, la qualité de ces élections n'a pas connu d'amélioration significative depuis le début des années 2000 (Figure 34). Les résultats de la Sierra Leone concernant l'achat de votes, la violence électorale

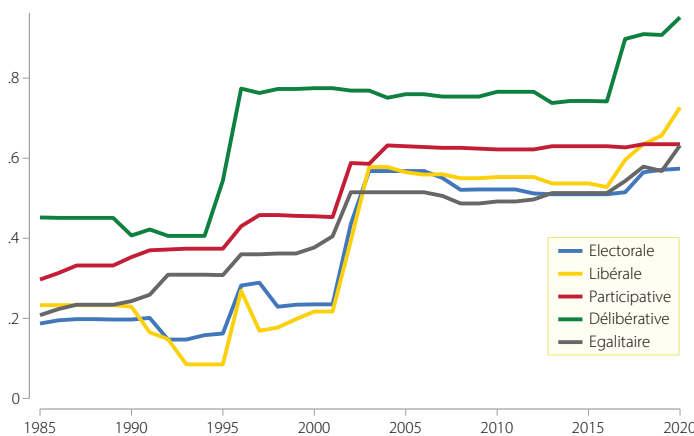


Figure 34 : Tendances des Composantes de la Démocratie en Sierra Leone

⁴⁹ "Sierra Leone journalist detained over alleged £1.5 million bribery scandal is released", The Sierra Leone Telegraph, 12 novembre 2019

<https://www.thesierraleonetelegraph.com/sierra-leone-journalist-detained-over-alleged-1-5-million-bribery-scandal-is-released/comment-page-1>

⁵⁰ "Sierra Leone General Election Observer Group Declares Vote 'Credible and Transparent'", The Commonwealth, 8 mars 2018,

<https://thecommonwealth.org/media/news/sierra-leone-election-observer-group-declares-vote-credible-and-transparent>.

⁵¹ "Freedom in the World 2020: Sierra Leone", Freedom House <https://freedomhouse.org/country/sierra-leone/freedom-world/2020>

⁵² Les scores plus élevés indiquent toujours les caractéristiques plus démocratiques. OSC = Organisation de la Société Civile, OGE = Organe de Gestion des Elections.

et le pouvoir de l'organe de gestion des élections restent assez faibles. Les partis d'opposition ont été confrontés à des violences policières et à des restrictions de rassemblement. Lors des dernières élections de 2018, qui ont finalement été jugées libres et transparentes, des allégations de violence et d'intimidation des électeurs ont été formulées pendant la campagne⁵⁰. Les lois électorales restrictives empêchent également les personnes ayant une double nationalité de se présenter.

La Composante libérale de la démocratie a connu une amélioration depuis 2016, mais les contrôles sur le pouvoir exécutif restent faibles. Les résultats de la Sierra Leone concernant les indicateurs du respect de la constitution par l'exécutif, de l'indépendance de la justice et du contrôle parlementaire restent relativement faibles (figure 35). En mai 2020, une décision de la Haute Cour a écarté 10 membres de l'opposition au Parlement, remettant neuf des sièges au parti du Président, ce qui lui donne la majorité⁵¹.

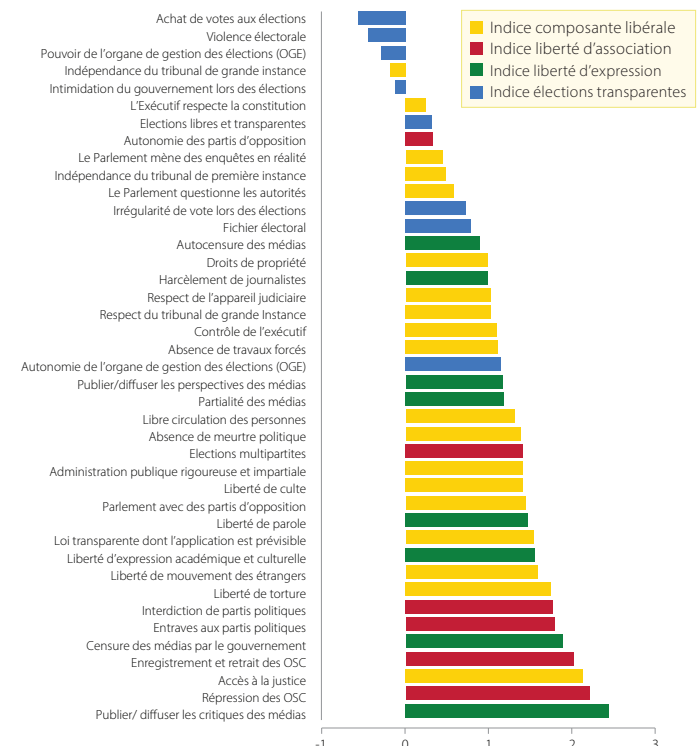


Figure 35 : Scores 2020 de la Sierra Leone sur les indicateurs de la Démocratie Libérale⁵²



Togo

- » En 2020, le Togo a obtenu le deuxième plus faible score IDL parmi les pays de la CEDEAO. Son score IDL est passé de 0,26 en 2016 à 0,20 en 2020.
- » Les contraintes judiciaires sur l'exécutif restent très faibles au Togo et les contraintes législatives sur l'exécutif se sont affaiblies ces dernières années.
- » Bien qu'il dispose d'un fichier électoral solide, le Togo obtient un score faible pour la plupart des indicateurs de la qualité des élections, notamment les irrégularités de vote et l'intimidation du gouvernement.

Le Togo est l'un des pays les moins démocratiques d'Afrique de l'Ouest. Son score IDL 2020 de 0,2 est le deuxième plus faible de la région de la CEDEAO. Son score IDL s'est amélioré dans une certaine mesure après le décès du Président Eyadema Gnassingbé en 2005. De 2016 à 2020, cependant, les scores du Togo sur les Composantes Electorale et Libérale ont baissé (figure 36). Ce recul est dû à l'affaiblissement des contraintes législatives sur l'exécutif, à la manipulation apparente par le gouvernement des résultats des élections de 2020 et à leurs tactiques de plus en plus répressives contre les citoyens et les opposants.

Les scores du Togo reflètent la faiblesse des contraintes institutionnelles pesant sur l'exécutif (figure 37). Le Président a un pouvoir important sur les juges nommés, ce qui nuit à l'indépendance des tribunaux⁵³. Les contraintes législatives se sont considérablement affaiblies depuis 2018, lorsque le parti du Président Faure Gnassingbé, l'Union pour la République (UNIR), a remporté 59 des 91 sièges lors d'une élection qui a été boycottée par 14 partis d'opposition⁵⁴. L'Assemblée Nationale a ensuite voté une modification de la loi sur la limitation des mandats, permettant au Président Gnassingbé de briguer un quatrième mandat.

Cet affaiblissement des contraintes sur le pouvoir exécutif a diminué la qualité des élections. Comme le montre la figure 37, les scores du Togo sur les indicateurs d'irrégularités électorales et d'intimidation du gouvernement sont particulièrement faibles. Ceux qui boycottent les élections législatives de 2018 se plaignent des arrestations de l'opposition et de l'indépendance de la Commission Electorale Nationale du Togo. Ces

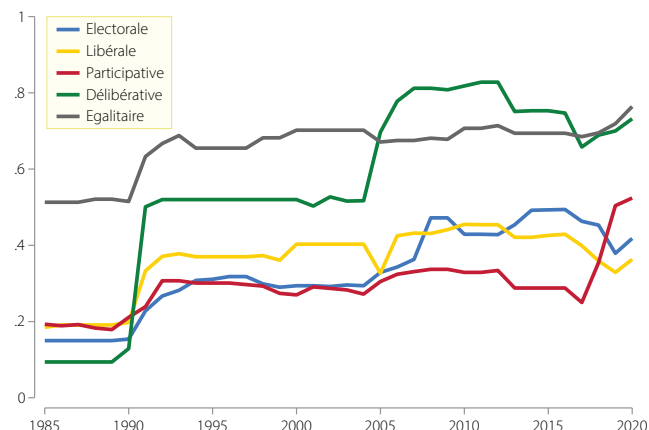


Figure 36: Togo Trends in Democracy Components

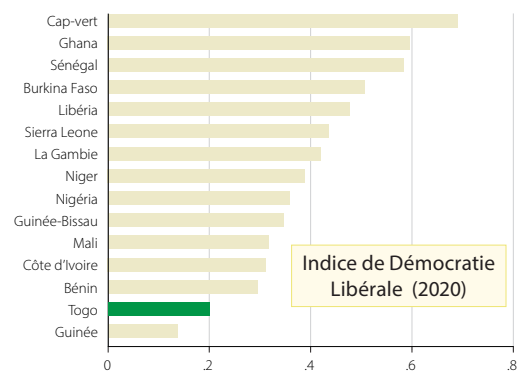
⁵³ Alix Boucher, "Five Issues to Watch in Togo's Presidential Election", Africa Center for Strategic Studies, February 14, 2020, <https://africacenter.org/spotlight/five-issues-to-watch-togo-presidential-election/>.

⁵⁴ Tyson Roberts, "Why did 14 opposition parties just boycott Togo's legislative election?" Washington Post Monkey Cage Blog, January 7, 2019, <https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2019/01/07/why-did-14-opposition-parties-just-boycott-togos-legislative-election/>.

⁵⁵ Hervé Akinocho et Koffi Amessou Adaba, "La liberté d'expression et la liberté de presse: Ingrédients clés de la démocratie togolaise", Document de Politique No. 76 d'Afrobarometer, Septembre 2021

⁵⁶ "Freedom in the World 2021: Togo", Freedom House, <https://freedomhouse.org/country/togo/freedom-world/2021>.

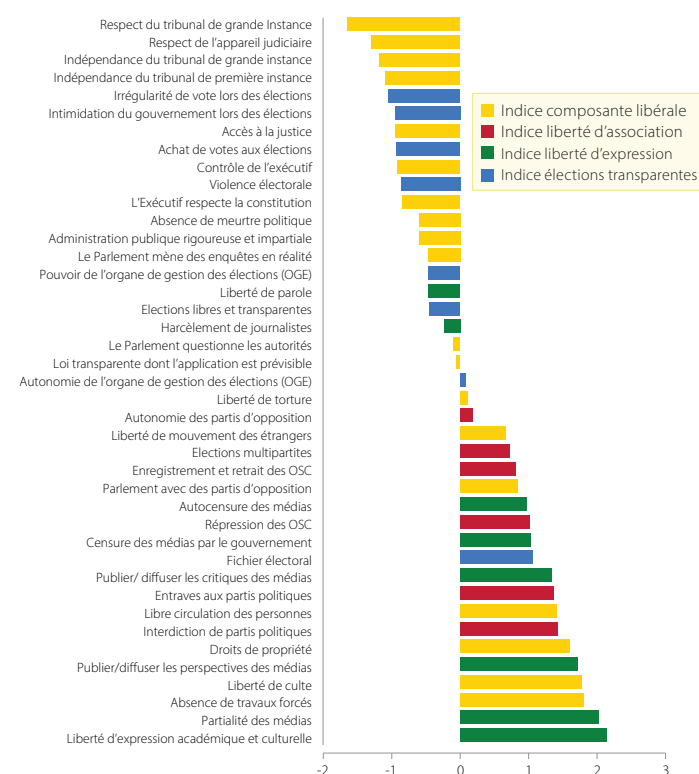
⁵⁷ Les scores plus élevés indiquent toujours les caractéristiques plus démocratiques. OSC = Organisation de la Société Civile, OGE = Organe de Gestion des Elections.



questions ont refait surface lors des élections présidentielles de 2020, lorsque le gouvernement a limité le nombre d'observateurs électoraux, a coupé l'accès au service internet et a envoyé l'armée encercler le domicile du principal candidat de l'opposition, Agbéyomé Kodjo.

Bien que le Togo maintienne des scores relativement élevés sur les indicateurs de la liberté d'expression, plus de la moitié des citoyens togolais perçoivent des problèmes dans la liberté de la presse⁵⁵. Les organisations de la société civile, qui se sont fortement mobilisées pour s'opposer au changement constitutionnel de 2019 et aux résultats des élections de 2020, se sont vu refuser des autorisations de manifestation par le Ministère de l'Administration Territoriale et sont désormais plus limitées par les restrictions sur les grands rassemblements liés à la Covid-19⁵⁶.

Figure 37: Togo 2020 Scores on Indicators of Liberal Democracy⁵⁷



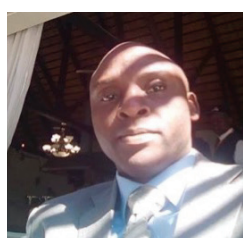
L'Equipe de Suivi



Koffi Amessou Adaba est titulaire d'un Doctorat en Sociologie Politique. Fondateur du Think Tank "La Voix Des Doctorants Université de Lomé (La VDD-UL)", il est membre de plusieurs laboratoires et initiatives de recherche dont le Laboratoire des Dynamiques Spatiales et de l'Intégration Régionale (LaDySIR) de l'Université de Lomé et le Centre de Recherche et de Sondage d'Opinion (CROP), qui est le partenaire togolais du réseau Afrobaromètre.



Expédit Ologou est titulaire d'un Doctorat en Sciences Politiques. Il est actuellement Président du Think Tank Civic Academy for Africa's Future (CiAAF) et enseigne les sciences politiques à l'Université d'Abomey-Calavi et à l'Université de Parakou, toutes deux au Bénin.



Olugbemiga Samuel AFOLABI est titulaire d'un Doctorat en Sciences Politiques et est Maître de Conférence et Chef de Département des Sciences Politiques à l'Université Obafemi Awolowo (OAU) Ile Ife, au Nigeria. Son expertise couvre le domaine des Elections, la Démocratie et les Etudes Décoloniales. Le Dr Afolabi a reçu de nombreux prix, subventions et bourses et a publié des articles dans des journaux réputés.



Romaric Houdou Samson est titulaire d'un Master en Economie Publique et Statistiques Appliquées à l'Institut de Recherche Empirique en Economie Politique (IERPE) et d'un Master en Economie et Finances à l'Université de Parakou, toutes deux au Bénin. Il a également obtenu un Diplôme en Gouvernance et Réduction des Conflits à l'Université de Pittsburgh, School of Public and International Affairs, aux États-Unis. Romaric a été Statisticien, Data Manager et Responsable du S & E pour de nombreuses organisations, dont le WANEP, IERPE/ Afrobaromètre et CeRADIS. Il a également été consultant sur des projets de recherche pour la Banque Mondiale, Partnership for Peace et l'Ambassade des Pays-Bas.



Komi Amewunou graduated with a degree in sociology. He currently serves as research associate and assistant to the manager at the Center for Research and Opinion Polls (CROP), the national partner of the Afrobarometer network in Togo. Previously, Komi worked with the World Bank Group in Togo as a project assistant. He is a member of the prestigious U.S. Department of State Alumni Network.



Rachel Sigman est titulaire d'un Doctorat en Sciences Politiques et possède une expertise dans les domaines de la Politique Africaine, la Démocratisation, la Gouvernance et les Capacités de l'État. Elle est actuellement Responsable de Programme à l'Institut V-Dem de l'Université de Göteborg, où elle a contribué à la mise en place du dataset et du Programme de Recherche V-Dem. Les recherches de Rachel, dont une grande partie porte sur les pays d'Afrique de l'Ouest, ont été publiées dans des journaux universitaires et des revues politiques.



Alassane Beye est Enseignant et Chercheur en Sciences Politiques à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis. Ses travaux portent sur les Processus Electoraux, l'Analyse des Pratiques Electorales et les Processus Démocratiques en Afrique. Alassane est en train de terminer sa thèse de Doctorat à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis et à l'Université Libre de Bruxelles.

VISION ET MISSION D'OSIWA

MISSION

La mission d'OSIWA est de bâtir des sociétés ouvertes en Afrique de l'Ouest, où les citoyens bénéficient des retombées des politiques inclusives, de la bonne gouvernance, des démocraties dynamiques, de la transparence, de la redevabilité, de l'équité et du respect de l'état de droit et des droits humains fondamentaux.

VISION

OSIWA envisage une Afrique de l'Ouest plus libre, plus sûre, plus intégrée, plus démocratique et plus équitable. Pour y parvenir, il faudra :

- » Promouvoir des processus de gouvernance inclusifs, la participation des citoyens à la prise de décision et les processus de gouvernance locale et de décentralisation.
- » Travailler avec la société civile, les gouvernements, les responsables communautaires et les activistes pour favoriser une croissance économique équitable et durable en Afrique de l'Ouest.
- » Promouvoir l'égalité d'accès à une justice équitable et indépendante et assurer la protection et le respect des droits humains des groupes vulnérables.

